

DOSSIER

Accommodements raisonnables

POLITIQUE

Entrevue avec Jean Charest

INDE

La fin des filles



Gazette DES FEMMES

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

OCTOBRE 2007

Droit à l'égalité entre les femmes et les hommes.

02

3,50 \$



Envoi de Poste-publications — N° de convention : 40069512 — Port de retour garanti
Service aux abonnements : 4380, rue Garand, Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Octobre 2007 Vol. 29, n° 2 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

0 65385 86426 5



24



28



34

14 Priorité : égalité

Les accommodements raisonnables entrent parfois en collision avec les valeurs fondamentales de la société québécoise.
Mais quelles sont-elles exactement ?

18 À notre avis

Le Conseil du statut de la femme vient de publier un avis sur les accommodements raisonnables. Table ronde avec quatre des collaboratrices qui ont nourri sa réflexion.

24 Une laïcité à peaufiner

Dans la foulée de son nouvel essai, Yolande Géadah se prononce sur l'importance de la laïcité.

28 Un PM féministe

Un Conseil des ministres paritaire, ça change la donne ou pas ? Jean Charest témoigne.

31 Bilan à trois

Les réflexions de Christine St-Pierre, Lucie Leblanc et Louise Harel sur la condition des femmes.

34 La fin des filles

L'Inde accuse un déficit démographique de 36 millions de femmes. Le principal responsable : l'avortement sélectif.

42 Écrire avant tout !

Au 19^e siècle, la journaliste et écrivaine Robertine Barry a été l'une des premières Québécoises à vivre de sa plume.

Rubriques

3 ÉDITORIAL

4 BOÎTE AUX LETTRES

7 NOUVELLES

Mauvaise note au Canada

Les femmes autochtones sont laissées pour compte par les pouvoirs publics.

www.relais-femmes.qc.ca/FADAFEM
L'histoire du féminisme québécois en quelques clics de souris.

Lydia ou le courage incarné
À ses risques et périls, la journaliste mexicaine Lydia Cacho lève le voile sur le côté sombre du Mexique.

44 BOUQUINS

Pourquoi faire une maison avec ses morts, d'Élise Turcotte

46 ARTS



J'ai rendez-vous avec **VOUS**

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- Rédactrice en chef : Hélène Sarrasin
- Rédactrices-réviseuses : Sophie Marcotte et Mélanie Saint-Hilaire
- Correctrice d'épreuves : Sophie Marcotte
- Réalisation graphique : Jean-Laurence Jalbert
- Impression et pelliculage : Offset Beaucé
- Marketing et publicité : Francyne Powers, tél. : 418 643-4326 ou 1 800 463-2851
- Ventes publicitaires : Catherine Brochu, tél. : 418 694-2363, téléc. : 418 688-4069
- Courriel : gazette@csf.gouv.qc.ca
- Site Internet : www.gazettedesfemmes.com
- Abonnements, changements d'adresse et retours postaux : Gazette des femmes Service aux abonnements 4380, rue Garand, Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3 Téléphone : 1 800 665-5372 Télécopieur : 514 333-9795
- Courriel : gazettedesfemmes@postexperts.com
- Distribution : Messageries de Presse Benjamin 600, rue Jean-Milot Ville LaSalle (Québec) H8R 1X7 Téléphone : 514 364-1780
- Dépôt légal : 3^e trimestre 2007
- ISSN : 0704-4550
- © Gouvernement du Québec
- Les articles publiés dans la Gazette des femmes sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.
- La Gazette des femmes se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.
- Prix régulier : 25,64 \$ - 3 ans, 10 \$ - 1 an
- Poste-publications — N° de convention : 40069512

Conseil du statut
de la femme
Québec

• étudiais en science politique
J' quand j'ai découvert la *Gazette des femmes*. C'était après *Québécoises deboutte !* et *Les Têtes de pioche*, les deux premières revues féministes québécoises des années 1970. À côté d'elles, la *Gazette des femmes* me semblait bien sage. Mais je la trouvais essentielle, respectable, et j'en étais une lectrice assidue.

Devenue chargée de cours, je la lisais toujours. C'était au moment où une bande de filles audacieuses relevaient le défi de vendre une revue féministe : *La Vie en rose*. J'avais l'immense plaisir d'être au nombre de ses pigistes et de participer à son comité de rédaction. Auprès de cette revue dérangeante, la *Gazette* me paraissait bien sérieuse. Mais comme je la trouvais toujours aussi importante, j'en faisais la promotion auprès de mes étudiantes.

Puis bébé Francis est arrivé. J'ai cherché un peu de stabilité dans la fonction publique. Durant 20 ans, je suis allée de ministère en ministère en regardant la *Gazette* de loin. Il y a 10 ans, j'ai même eu un premier rendez-vous avec elle. J'avais posé ma candidature au poste de rédactrice en chef, mais je m'étais désistée à la dernière minute. Ironie de la vie, c'est Claire Gagnon qui avait pris la barre de la *Gazette* que je saisissais aujourd'hui, alors que j'ai droit à un second rendez-vous avec elle, et donc avec vous.

Vingt-cinq ans après mes premières réflexions et mes premiers textes féministes, je reviens à ce que j'ai toujours trouvé le plus passionnant : réfléchir sur notre société et participer aux débats que soulève l'actualité, en ayant à cœur de livrer une information juste, rigoureuse et une pensée novatrice afin de contribuer à la construction d'une société démocratique,

ouverte et plus humaine. Pour le faire, je retrouve une *Gazette des femmes* toujours aussi crédible, qui a de plus amélioré sa facture journalistique. Je retrouve aussi une *Gazette* en réflexion sur ses orientations et le défi particulier qui est le sien en tant que revue éditée par le Conseil du statut de la femme. À l'hiver, nous vous livrerons le résultat de ce remue-ménages. D'ici là, je vous encourage à nous écrire pour nous faire part de vos commentaires.

J'arrive avec une grande admiration pour le travail de longue haleine des groupes de femmes et une profonde estime pour le cheminement tenace des « féministes d'État » qui les ont appuyées, contribuant à ce que le Québec devienne une société soucieuse d'égalité entre les femmes et les hommes. Comme toutes les sociétés occidentales, la nôtre est confrontée à un défi « extrême », peut-être LE défi du XXI^e siècle : concilier les libertés individuelles – et incidemment la liberté de religion – inscrites dans nos chartes et cette valeur collective fondamentale qu'est l'égalité entre les sexes. C'est sur ce sujet délicat mais incontournable que porte le dossier de la *Gazette* ce mois-ci. Et pendant qu'ici, nous réfléchissons sur ce défi, à l'autre bout du monde, en Inde, le « deuxième sexe », comme l'appelait Simone de Beauvoir, disparaît littéralement. La *Gazette* vous offre un reportage d'une grande intensité sur ce drame humain.

Il me reste à vous souhaiter bonne lecture et à remercier Claire, qui a facilité mon insertion en amorçant la production de ce numéro, et Sophie Marcotte, qui m'a épaulée tout au long de sa réalisation. ::

Hélène Sarrasin
Rédactrice en chef

Le pour et le contre

L'article de Danielle Stanton sur la tendance pitoune (mars 2007) portait sur une question qui suscite la controverse : devrait-on se réjouir de cette tendance ou la déplorer ? J'admire le travail de la journaliste, car elle rend justice aux trois camps. Ceux qui se déclarent en faveur disent que la tendance pitoune permet aux femmes de se réapproprier la sexualité. Les « peut-être » disent que ça va, du moment qu'on s'est d'abord interrogée sur les raisons qui nous poussent à le faire et si on se sent en contrôle. Enfin, il y a les relativistes qui se demandent : qui sommes-nous pour juger ? Il y a des arguments effrayants du côté de ceux qui sont en faveur de cette tendance. Par exemple : « On ne dit rien quand les pompiers le font, alors pourquoi réagir si fort quand une femme le fait ? » L'argument du pompier ne tient pas la route. On ne peut pas comparer un homme et une femme comme s'ils étaient dès le départ sur un pied d'égalité. L'homme est dominant dans toutes les sphères de la société; se dénuder pour un calendrier ne lui enlève rien. Personnellement, je suis contre cette tendance.

Mirella Tranquille
Montréal

Une suite svp

Le livre de Claire-Marie Clozel *Pourquoi les petits garçons ne sont pas des petites filles...* apparaît comme un pavé de plus lancé dans une mare qui n'a rien de

tranquille. Le court article de Mira Cliche (juin 2007), bien qu'il présente le point de vue somme toute nuancé de l'auteure, laisse perplexe en ce sens qu'il éclaire de façon insuffisante les méthodes de comparaison adoptées par Claire-Marie Clozel. De quelle façon isole-t-elle l'instinct de l'appris ? Quels sont les termes qu'elle utilise pour évoquer la « nature féminine » ? Comment savoir si son livre ne mène pas tout droit à une nouvelle forme dangereuse de justification sociale des différences entre les hommes et les femmes ? Quelle place accorde-t-elle aux variations au sein d'un groupe par rapport aux différences nettes sur lesquelles elle insiste ? Un dossier sur l'état de la recherche sur les identités sexuelles permettrait d'y voir plus clair.

Maryse Pellerin
Montréal

NDLR : Le CSF publierà l'hiver prochain une recherche sur les stéréotypes sexuels et sexistes qui fera le tour de la question.

Pensée oxygénée

J'aimerais vous remercier d'avoir fait une recension du volume d'Yvonne Knibiehler *Qui gardera les enfants ? Mémoires d'une féministe iconoclaste* (juin 2007). Je suis féministe. Toutefois, pas du genre de nos mères, prêtes à sacrifier la maternité, l'allaitement, etc. Je cherchais à mieux définir mon identité de femme à travers ma maternité par rapport à mon travail et je suis tombée sur la référence de cette biographie qui répond à mes questionnements et à mes réflexions. Je suis heureuse

de pouvoir lire qu'une femme, mère, auteure, intellectuelle, a fait un raisonnement semblable et l'a étudié et creusé à fond. Je trouve que ce genre d'écrit apporte de l'oxygène et vient mettre du gris dans des situations qui sont parfois trop noires ou blanches.

Geneviève Boivin
Québec

Précision

Dans le cahier spécial *Qui sont-elles ? Les députées de la 38^e législature* (inséré dans le numéro de juin 2007), une précision aurait dû être apportée dans le portrait d'Agnès Maltais, députée de Taschereau. En entrevue, Mme Maltais a effectivement affirmé que les femmes étaient « capables de se donner la main, de mettre de côté les barrières » des convictions politiques pour régler des dossiers. Cependant, elle a également dit que les hommes peuvent aussi faire ce type d'alliances, mais par le biais des organisations politiques, lorsqu'il y a « solidarité des partis autour d'un projet de loi ». Toutes nos excuses pour cette malencontreuse ellipse.

Encore des fleurs !

Notre collaboratrice Danielle Stanton a reçu deux mentions honorables lors de la remise des Prix du magazine canadien, la première pour son texte humoristique « Mon chum m'aide... oh yeah ? » (mars-avril 2006) et la seconde pour son portrait « Notre femme de l'année : Homa Arjomand » (janv.-fév. 2006). Toutes nos félicitations !

Écrivez-nous !

gazette@csf.gouv.qc.ca

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 800, place D'Youville, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 6E2



L'égalité entre les femmes et les hommes doit primer

La question complexe des « accommodements raisonnables » ne laisse personne indifférent et surtout pas le Conseil du statut de la femme. Depuis mars 2006, nous avons enclenché une réflexion qui a mené à l'avis sur le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes et la liberté religieuse que nous venons de remettre au gouvernement du Québec. Cet avis est produit sous la forme juridique, car nous ne pouvions ni ne voulions pas faire l'économie du droit, puisque ce sont nos droits dont il est question.

Au cours des dernières années, les médias ont lourdement fait état des « accommodements » pour motifs religieux qui portaient atteinte aux droits des femmes. Qu'il s'agisse de la possibilité pour une femme de voter à visage couvert, de remplacer une femme examinatrice à la Société d'assurance automobile du Québec, d'une directive qui demande aux femmes policières de laisser leur place à un collègue masculin ou de givrer les vitres d'un centre d'entraînement pour femmes, les droits des femmes ont été ignominieusement attaqués. Ces exemples témoignent, encore une fois, combien ces droits sont récents et fragiles.

Nous avons donc produit un avis qui fait la démonstration que le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes doit l'emporter sur la liberté de religion en cas de conflit, et ce, tant sur le plan sociologique que juridique. Cela signi-

fie qu'aucune atteinte à l'égalité entre les femmes et les hommes ne doit être tolérée au nom de la liberté de religion. Bien plus, nous faisons la démonstration juridique que le droit à la liberté de religion ne peut en aucun cas porter atteinte à la dignité des femmes, qui est intrinsèque au droit à l'égalité.

Nous démontrons aussi qu'en vertu de l'article 28 de la Charte canadienne des droits et libertés, la garantie d'égalité entre les sexes ne peut faire l'objet d'aucune dérogation ou restriction, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres droits garantis par la Charte, dont la liberté de religion.

Le Conseil affirme que si d'aventure, les tribunaux voulaient se pencher sur la « raisonnable » de la prééminence du droit à l'égalité entre les femmes et les hommes sur la liberté de religion, ils concluraient sans doute que cette mesure est justifiée dans une société libre et démocratique. Le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes ne peut souffrir d'« accommodements raisonnables ». Pour nous assurer que cela soit toujours vrai, nous demandons au gouvernement de procéder à des modifications législatives.

Le Conseil fait aussi valoir à quel point l'égalité entre les femmes et les hommes, la séparation du religieux et de l'État et la primauté du fait français sont devenues des valeurs communes à la base de l'identité des Québécoises et des Québécois. Soulignant l'attachement de la majorité de la popu-

lation au principe de laïcité, le Conseil recommande au gouvernement que la neutralité de l'État soit affirmée en demandant au personnel de la fonction publique du Québec de ne pas arborer de signes religieux ostentatoires pendant qu'il est en fonction.

Il est crucial que l'État joue la pleine mesure de son rôle de gardien de l'ordre public et des libertés fondamentales. Il doit favoriser un espace public où le renoncement à la dignité est impossible et où la liberté de non-croyance peut aussi s'exercer. S'il doit permettre l'expression des croyances religieuses, il doit absolument, au nom des valeurs collectives et du respect de la dignité humaine, y apporter des balises raisonnables.

Le Conseil réitère que la *restriction* de l'expression des croyances religieuses dans certains lieux, à un certain moment, n'entraîne pas, *de facto*, la *négation* de ces croyances. Il est temps de prendre acte de cette distinction, incontournable à nos yeux. Cesser, pour un temps, de manifester sa croyance ne constitue pas le déni de celle-ci, *a fortiori* si cette interruption est motivée par la sauvegarde des droits d'autrui et le bien-être collectif.

Christiane Pelchat

Présidente

Conseil du statut de la femme

**La Gazette des femmes
vous propose un nouvel
INFO-ABONNEMENT**

**Vous pouvez maintenant
effectuer toutes vos transactions
par INTERNET.**

**www.gazettedesfemmes.com
a été conçu pour vous
faciliter la vie !**

**Gérez en ligne toutes les questions
concernant votre abonnement.
C'est sécuritaire, facile et rapide !**

**:: Pour que la Gazette des femmes
vous suive partout...**

Modifiez votre adresse postale ou
courriel par Internet. Pourquoi ne
pas en profiter pour renouveler
votre abonnement ? Vous éviterez
de recevoir plusieurs avis et vous
contribuerez ainsi à la protection de
l'environnement.

:: Offrez un abonnement-cadeau.

**:: Consultez votre compte d'abonnée
et la date d'échéance de votre
abonnement.**

**Évidemment, vous pouvez
encore nous écrire !**

**Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Ville Saint-Laurent (Québec)
H4R 2A3**

Par téléphone :
1 800 665-5372

Par télecopieur :
514 333-9795

INFO-ABONNEMENT



Une mauvaise note au Canada



Première cuvée

Les projets québécois qui améliorent les conditions de vie des femmes ou encouragent l'égalité entre les femmes et les hommes seront désormais primés. Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine lance le Prix Égalité, dont la première remise aura lieu le 4 mars 2008. La ministre Christine St-Pierre récompensera alors les initiatives gagnantes dans les catégories Modèles et comportements égalitaires, Égalité économique, Conciliation travail-famille, Santé, Prévention de la violence de même que Pouvoir et régions. Les organismes publics, parapublics, communautaires, les entreprises, les municipalités et les conférences régionales des élus sont invités à soumettre des candidatures avant le 9 novembre 2007.

Pour plus d'information, consultez le www.scf.gouv.qc.ca ou contactez Mireille Peilchat au 418 644-4409. H.S.

Chômage, insalubrité, promiscuité, éclatement de la famille, acculturation, toxicomanie, violence, abus sexuels : victimes au sein de communautés déjà négligées par les pouvoirs publics, les femmes autochtones du Canada n'en peuvent plus, affirme Amnistie internationale dans son récent rapport *La Situation des droits humains dans le monde*. « Aucune stratégie globale nationale n'a été adoptée afin de lutter contre la persistance des pratiques discriminatoires et des actes de violence à l'égard des femmes autochtones. Les mesures prises par la police pour faire face à ces violences restent disparates », peut-on lire dans le court article consacré au Canada.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, indique Béatrice Vaugrante, directrice générale de l'aire québécoise d'Amnistie internationale : les risques de mort violente sont cinq fois plus élevés chez les femmes autochtones que dans l'ensemble de la population féminine canadienne ! Il faut aller au

plus urgent : mieux financer les maisons d'hébergement pour femmes autochtones », insiste-t-elle. Ottawa, responsable exclusif de leur financement, leur accorde d'ordinaire une subvention de 150 000 \$, alors qu'un centre non autochtone comparable, financé par Québec, reçoit annuellement près de 487 000 \$. Or, s'insurge Mme Vaugrante, les femmes autochtones font actuellement les frais d'une guerre politique entre Québec et Ottawa – le gouvernement fédéral n'a rien versé aux centres d'hébergement autochtones pour 2007. Pourtant, lors du Forum socioéconomique des Premières Nations qui a eu lieu en octobre dernier à Mashteuiatsh, le gouvernement Harper s'était engagé à bonifier l'aide aux maisons d'hébergement. « On ignore si l'attitude du gouvernement est idéologique ou non, mais une chose est sûre : il reste encore beaucoup à faire. Vivre dans une réserve au Canada est carrément dangereux pour une femme. » J.-F.G. ::



« Entre guillemets »

Faites ce que je dis...

« Je n'ai jamais entendu parler autant de la famille et je n'ai jamais vu autant de gens irresponsables face à leurs obligations familiales. »

La sénatrice libérale et organisatrice politique Céline Hervieux-Payette, qui souhaite que le nombre d'heures de travail au parlement fédéral soit réduit.

Haut les mains !

« Ce n'est pas un hold-up que les femmes viennent de faire. Elles travaillent, elles sont sous-payées depuis des années par rapport aux hommes. »

Jean Gagnon, président du syndicat des cols blancs de la Ville de Québec, à propos de l'équité salariale.

L'évidence même

« Il y a une large part de femmes qui nous écoutent. Mais c'est parce qu'elles n'ont pas le choix : le monsieur, il l'écoute. »

Michel Bergeron, membre de l'équipe de 110 %, tentant d'expliquer le succès de cette émission de sport auprès de la gent féminine.

C'est l'apocalypse

« Hier, ils ont autorisé les mariages gais, aujourd'hui c'est l'avortement, demain ils s'apprêtent à légaliser l'euthanasie... C'est un cauchemar pour notre pays. »

Jorge Serrano Limón, président de l'association anti-avortement Provida de Mexico, à propos de la loi légalisant l'avortement votée en avril dernier.

Les droits de qui ?

« Une interdiction contre la bague violerait les droits de l'Homme de leur cliente. »

Une perle journalistique signée Agence France-Presse.



Sortir
de la rue

Bonne nouvelle pour les milliers de femmes sans domicile fixe de Montréal. Depuis avril, la Mission Old Brewery – un refuge pour sans-abri de la métropole – leur offre un programme d'accompagnement de jour. Son nom : L'Étape. Son but : les sortir définitivement de la rue. Pendant une période de deux semaines à trois mois, le programme permet à huit itinérantes de dormir dans le refuge, mais surtout de recevoir l'aide de conseillères pour organiser leur « nouvelle vie » : trouver un logement, entreprendre une thérapie, s'inscrire à l'aide sociale, chercher un emploi, etc. « Ce qu'on désire, c'est éviter l'itinérance chronique », affirme Christian Durand, coordonnateur des communications de la Mission Old Brewery. L'Étape y parvient : 18 femmes sur les 30 qui y ont participé en avril et mai ont trouvé un foyer stable. Et sont sur la voie de l'autonomie. M.-E.C.

Un acquis précaire



iStockphoto / VikaVolter

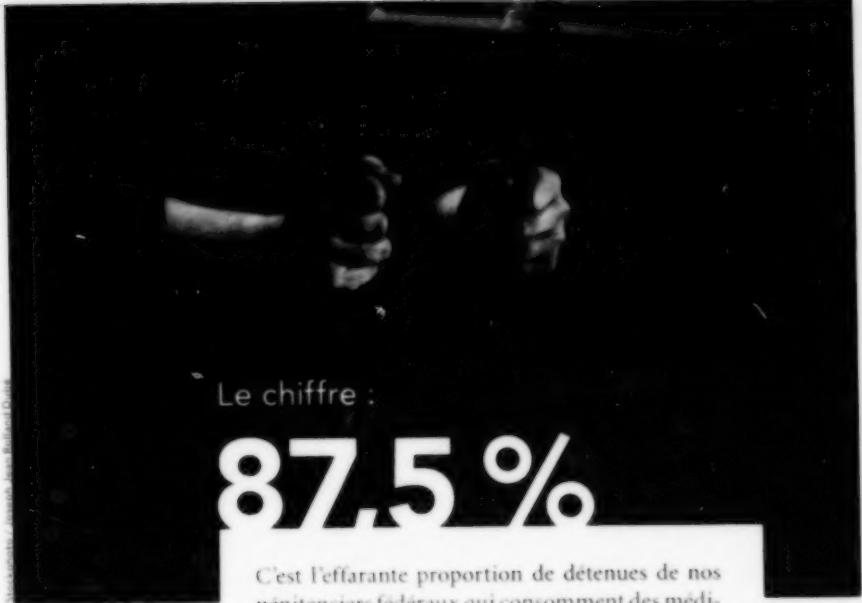
À l'Ordre !

Les modèles d'excellence qui contribuent au rayonnement et au développement du Québec méritent récompense. Et l'Ordre national du Québec s'occupe de la leur donner. Le 20 juin, sept femmes ont reçu la prestigieuse distinction parce qu'elles ont fait « honneur au peuple du Québec », comme le mentionne la devise de l'Ordre. Ont été nommées officiers : Edith Jacobson Low-Beer, créatrice de la Fondation EJLB, axée sur la recherche en santé mentale, la protection de l'environnement et les besoins communautaires; Monique Vézina, gestionnaire en communication et femme politique; ainsi que l'écrivaine Claire Martin. Du côté des chevaliers, on compte Yvette Bonny, pédiatre-hématologue ayant pratiqué la première greffe de moelle osseuse au Québec; Hélène Dorion, poète maintes fois primée; Lorraine B. Palardy, galeriste et directrice-fondatrice du centre Les Impatients; et la designer de mode Marie Saint Pierre. Toutes nos félicitations !

Pour soumettre la candidature d'une femme exceptionnelle, rendez-vous sur le site www.ordre-national.gouv.qc.ca avant le 16 novembre. Parce qu'en 2008, ce serait bien qu'il y ait plus que 7 femmes sur 33 récipiendaires, non ? S.M. ::



Se faire avorter dans les hôpitaux du Québec et du Canada s'avère de plus en plus difficile. Selon une étude de l'Association canadienne pour la liberté de choix, seulement 24 % des hôpitaux québécois offraient l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en 2006, soit 11 % de moins qu'en 2003. La proportion est passée de 17,8 % à 15,9 % au Canada durant la même période (l'avortement est désormais accessible au Nunavut, mais ne l'est toujours pas à l'Île-du-Prince-Édouard). Pis encore, déplore Patricia LaRue, directrice générale de l'organisme, les femmes désireuses de se faire avorter se butent non seulement à la méconnaissance du personnel hospitalier, mais également à un discours moralisateur de plus en plus présent – partout sauf au Québec. « Au Nouveau-Brunswick, les hôpitaux aiguillent les femmes vers des centres pro-vie. Et comme les hôpitaux du pays débordent, certains médecins ne se font pas prier pour laisser tomber les cas qu'ils jugent tabous », commente Mme LaRue. Et c'est sans compter ces organismes anti-choix qui s'affichent comme des « centres de crise



Le chiffre :

87,5 %

C'est l'effarante proportion de détenues de nos pénitenciers fédéraux qui consomment des médicaments. Et pas qu'un peu. Selon une étude présentée au dernier congrès de l'ACFAS par Chantal Plourde, professeure au Département de psychoéducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières, 7,97 médicaments différents sont prescrits en moyenne à chaque femme incarcérée. Régulateurs de l'humeur, antidouleurs, psychotropes, calmants, anti-inflammatoires, narcotiques, antitabac, bronchodilatateurs, anti-histaminiques : la liste est longue. Si cette pharmacopée agit souvent comme substitut des drogues consommées avant l'incarcération, elle révèle aussi un sérieux mal-être que les détenues tentent tant bien que mal de soigner. S.M. ::

en cas de grossesse », fournissant des renseignements erronés et dissuadant les femmes enceintes de recourir à l'IVG. Mme LaRue note d'ailleurs une consolidation du mouvement pro-vie canadien qui, affirme-t-elle, est largement financé par des groupes américains.

Si les hôpitaux québécois ne sont franchement pas enclins à faire la morale, ils ne facilitent pas toujours la tâche aux femmes puisque dans 35 % des cas, le premier contact se fait par l'entremise d'une boîte vocale. « Ce n'est pas évident de parler d'avortement à une machine », note Mme LaRue.

Précisons que cette étude n'a porté que sur les hôpitaux. Or, au Québec comme au Canada, l'avortement est offert dans d'autres lieux, notamment dans des cliniques privées. Ainsi, en 2006, au Québec, 46 % des avortements ont eu lieu à l'extérieur du milieu hospitalier, soit 18 % dans les CLSC, 10 % dans les trois Centres de santé des femmes et 18 % dans les cliniques privées. J.-F.G.



Assez de pubs sexistes !

Un vent de fronde s'abat présentement sur la publicité sexiste. Depuis juin dernier, le Conseil d'éthique de l'industrie québécoise des boissons alcooliques mène une campagne dans les journaux afin d'inciter la population à se plaindre des pubs où le corps des femmes est utilisé pour vendre de l'alcool. Depuis août 2006, l'organisme indépendant juge les messages publicitaires en fonction d'un code d'éthique adopté par Educ'alcool, qui représente la majorité des membres de l'industrie. Le Conseil d'éthique invite ensuite les entreprises contrevenantes à corriger leurs publicités. Si elles ne réagissent pas, elles s'exposent à un blâme public. « Les grandes brasseries ont toutefois refusé de se soumettre à notre code », révèle Claude Béland, président du Conseil.

Mais elles ne perdent rien pour attendre puisque dès cet automne, elles devront composer avec la Coalition nationale contre les publicités sexistes (CNCPS). Ce nouveau joueur s'attaquera à toute entreprise – dans l'industrie alcoolique ou non – qui présente des pubs sexistes. Lancé par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), l'organisme sans but lucratif est formé de groupes de femmes, communautaires et syndicaux, dont La Meute-MédiAction. Sa tactique ? « Dénoncer rapidement les publicités sexistes sur la place publique et exiger leur retrait », explique Chantal Locat, coordonnatrice du comité de démarrage de la CNCPS et responsable du Comité de la condition des femmes de la CSQ. M.-E.C.

Louise à la barre



En juin dernier, l'avocate Louise Marchand a été nommée présidente de la Commission de l'équité salariale par le gouvernement du Québec. Cette ancienne membre de la Commission prend ainsi la relève de Rosette Côté, qui était à la barre de l'organisme depuis cinq ans. L'automne s'annonce occupé pour Mme Marchand puisque le rapport de la Commission concernant la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale, entrée en vigueur il y a maintenant 10 ans, sera étudié en commission parlementaire. S.M.

Notre signet

www.relais-femmes.qc.ca/FADAFEM

Qu'ont apporté les féministes à la société ? Leurs revendications sont-elles encore pertinentes ? Qu'a fait Claire Bonenfant pour l'avancement des femmes ? De nombreuses questions et – heureusement – autant de réponses figurent sur le site de la formation à distance de l'organisme Relais-Femmes, « Le féminisme, ça clique ». Une initiation on ne peut plus documentée à l'histoire du féminisme québécois, aux valeurs et aux courants de pensée féministes (liberal-égalitaire, postmoderne, matérialiste...) ainsi qu'aux revendications, actions et apports des militantes d'ici. On navigue à travers les cinq sections sans ployer sous la rigidité théorique puisque jeux-questionnaires, vidéos, capsules, lignes du temps et espaces de réflexion dynamisent la lecture. Le site compte aussi d'intéressantes biographies de Québécoises (Laure Gaudreault, Madeleine Parent, Idola Saint-Jean, Thérèse Casgrain...) et de groupes (Femmes, Politique et Démocratie, Editions du remue-ménage, Fédération des femmes du Québec...) ayant œuvré ou travaillant encore à l'amélioration de la condition féminine. En prime, des suggestions d'ouvrages à consulter et de sites à visiter. Plus d'excuse, donc, pour ignorer les luttes et les gains de celles qui nous ont précédées. « Je me souviens », ça vaut aussi pour elles. S.M.



Portrait-robot

Lydia ou le courage incarné

Théâtre de crimes douteux et de multiples trafics, le Mexique dissimule son visage corrompu derrière son masque de destination paradisiaque. La journaliste et activiste Lydia Cacho n'hésite pas à le dévoiler au grand jour, malgré les menaces de mort.

Nom complet : Lydia Cacho Ribeiro

Naissance : le 12 avril 1963 à Mexico

Profession 1 : écrivaine et journaliste d'investigation qui collabore à plusieurs journaux et magazines mexicains.

Profession 2 : fondatrice et directrice d'un centre pour femmes violentées à Cancún, le Centro Integral de Atención a las Mujeres.

Vocation : défendre les droits humains, surtout ceux des femmes et des enfants.

Publication phare : *Los Demonios del Edén* (*Les Démons de l'Eden*), parue en 2005. Elle y révèle l'implication de riches hommes d'affaires dans un réseau de pédophilie, de prostitution et de trafic d'enfants en plus de dénoncer la conspiration de politiciens pour protéger le célèbre pédophile mexicain Jean Succar Kuri.

Onde de choc : après la parution du livre, la journaliste subit menaces et harcèlement, est arrêtée sans mandat et brièvement détenue avant d'être libérée sous caution en attendant son procès. Poursuivie pour calomnie et diffamation par un des hommes d'affaires qu'elle nomme dans son bouquin, le « roi du denim » Kamel Nacif Borge, elle risque jusqu'à quatre ans de prison.

Bouée de sauvetage : la diffusion dans les médias, deux mois plus tard, d'enregistrements téléphoniques dans lesquels Kamel Nacif et le gouverneur

Mario Marin discutent de leur complot pour la faire arrêter et la réduire au silence. Scandale chez les Mexicains. La Cour suprême ouvre une enquête, et en février 2007, Kamel Nacif abandonne les poursuites.

Coup d'éclat : malgré les tentatives d'intimidation, elle porte plainte pour corruption et violation de ses droits fondamentaux, devenant la première Mexicaine à intenter un procès à un gouverneur, un procureur et un juge.

Protection : trois agents de l'Agencia Federal de Investigaciones du Mexique l'escortent désormais dans tous ses déplacements.

Récompenses : seulement en 2007, elle a reçu le prix Ginetta Sagan d'Amnistie internationale pour sa défense des droits humains, le prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme ainsi que le prix Courage en journalisme de la Fondation internationale des femmes œuvrant dans les médias.

Dernières nouvelles : le 7 mai dernier, elle a échappé à un accident qui aurait pu la tuer. La voiture dans laquelle elle prenait place avec ses gardes du corps avait été sabotée. Bien qu'elle n'ait pas été blessée, l'affaire confirme que sa sécurité est grandement menacée.

Enseignement de sa mère : « La liberté ne se négocie pas; si on la perd, on perd tout moyen d'agir. »

S.M. =



**PARTICIPEZ AU SEUL GALA
QUI REND HOMMAGE
AUX FEMMES D'AFFAIRES
QUI S'ILLUSTRENT À TRVERS
TOUT LE QUÉBEC !**

INVITATION AU *Dîner-Gala*

Mercredi 17 octobre 2007

Présidente d'honneur

Madame Marie-Claude Boisvert, CA
Première vice-présidente, Investissements
et Opérations Desjardins Capital de risque

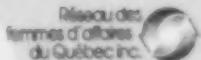
Lieu

Salle de bal du Hilton Montréal Bonaventure
900, rue de La Gauchetière Ouest, Montréal

Heure

18 h - Cocktail • 19 h - Dîner et remise des prix

Présente par

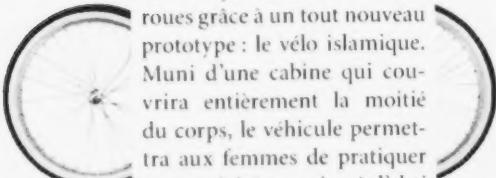


Réervation ou renseignements

Téléphone : 514 259-8298
ou 1 800 332-2683
Télécopieur : 514 521-0410
prix@rfaq.com | www.prix.rfaq.com

Vélo voilé

Les Iraniennes pourront bien-tôt se promener sur deux roues grâce à un tout nouveau prototype : le vélo islamique. Muni d'une cabine qui couvrira entièrement la moitié du corps, le véhicule permettra aux femmes de pratiquer une activité sportive à l'abri des regards indiscrets. Cachez cette cycliste qu'on ne saurait voir...



« Big Babouchka »

Big Brother a cédé sa place à « Big Babouchka » dans les quartiers de Moscou. Dans le cadre d'un plan pour accroître la sécurité des résidants, des femmes âgées ont été engagées pour faire de la vidéosurveillance dans les divers arrondissements de la ville. Vingt-quatre heures sur 24 et 7 jours sur 7, elles ont les yeux rivés sur des écrans, prêtes à appeler les services d'urgence au moindre mouvement suspect. Souriez, vous êtes filmés et observés par... des grands-mamans !



La grande du Nord

On ne tarit pas d'éloges à l'égard de Sheila Watt-Cloutier, militante environnementaliste originaire du Nunavik. En plus d'être en nomination pour le prix Nobel de la paix 2007, qui sera attribué en octobre, cette femme de 53 ans vient de recevoir des Nations Unies le prix Mahbub ul Haq pour récompenser son travail de sensibilisation aux changements climatiques.

Stephen Lipton



Une deuxième Evita ?

Tout comme son voisin le Chili, l'Argentine s'apprête à élire une femme à sa tête. Cristina Kirchner brigue les suffrages pour succéder à son époux, l'actuel président. La première dame serait déjà la favorite.



ABSENTEES de l'école

Le plus souvent sages et assidues, les fillettes du monde entier manquent pourtant à l'appel sur les bancs d'école. Un rapport de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles révèle que 115 millions d'enfants ne sont pas allés à l'école en 2006, et que la majorité d'entre eux – 62 millions – étaient des filles. On compte actuellement 781 millions d'adultes illétrés dans le monde, dont les deux tiers sont des femmes.

Veuves désespérées

Tragédie en Afghanistan, où 65 % des 50 000 veuves vivant à Kaboul voient le suicide comme la seule issue à leur quotidien misérable. À Kandahar, au sud du pays, une centaine de tentatives de suicide ont été recensées dans les derniers mois de l'année 2006, révèle un sondage effectué par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Près des deux tiers des femmes choisissent de s'immoler tandis que 36 % préfèrent l'empoisonnement.

Le prix des Iraniennes

En Iran, la vie d'une femme vaut cette année 18 800 \$, soit deux fois moins que celle d'un homme. C'est ce qu'ont décreté les autorités judiciaires en établissant le nouveau *diyeh* (« prix du sang »). Dans ce pays islamiste, le responsable de la mort d'un individu, qu'il s'agisse d'un meurtre ou d'un accident, doit verser cette somme à la famille du défunt.

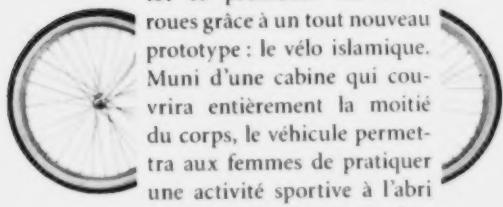


Sources : Courrier international, Relations, Agence France-Presse, El Clarin, Associated Press



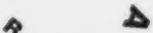
Vélo voilé

Les Iraniennes pourront bientôt se promener sur deux roues grâce à un tout nouveau prototype : le vélo islamique. Muni d'une cabine qui couvrira entièrement la moitié du corps, le véhicule permettra aux femmes de pratiquer une activité sportive à l'abri des regards indiscrets. Cachez cette cycliste qu'on ne saurait voir...



« Big Babouchka »

Big Brother a cédé sa place à « Big Babouchka » dans les quartiers de Moscou. Dans le cadre d'un plan pour accroître la sécurité des résidants, des femmes âgées ont été engagées pour faire de la vidéosurveillance dans les divers arrondissements de la ville. Vingt-quatre heures sur 24 et 7 jours sur 7, elles ont les yeux rivés sur des écrans, prêtes à appeler les services d'urgence au moindre mouvement suspect. Souriez, vous êtes filmés et observés par... des grands-mamans !

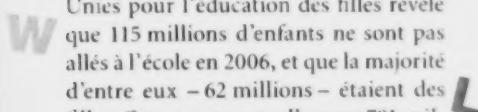


Une deuxième Evita ?

Tout comme son voisin le Chili, l'Argentine s'apprête à élire une femme à sa tête. Cristina Kirchner brigue les suffrages pour succéder à son époux, l'actuel président. La première dame serait déjà la favorite.

ABSENTES de l'école

Le plus souvent sages et assidues, les fillettes du monde entier manquent pourtant à l'appel sur les bancs d'école. Un rapport de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles révèle que 115 millions d'enfants ne sont pas allés à l'école en 2006, et que la majorité d'entre eux – 62 millions – étaient des filles. On compte actuellement 781 millions d'adultes illétrés dans le monde, dont les deux tiers sont des femmes.



Le prix des Iraniennes

En Iran, la vie d'une femme vaut cette année 18 800 \$, soit deux fois moins que celle d'un homme. C'est ce qu'ont décreté les autorités judiciaires en établissant le nouveau *diyeh* (« prix du sang »). Dans ce pays islamiste, le responsable de la mort d'un individu, qu'il s'agisse d'un meurtre ou d'un accident, doit verser cette somme à la famille du défunt.



La grande du Nord

On ne tarit pas d'éloges à l'égard de Sheila Watt-Cloutier, militante environnementaliste originaire du Nunavik. En plus d'être en nomination pour le prix Nobel de la paix 2007, qui sera attribué en octobre, cette femme de 53 ans vient de recevoir des Nations Unies le prix Mahbub ul Haq pour récompenser son travail de sensibilisation aux changements climatiques.

Stephan Leduc

Veunes désespérées

Tragédie en Afghanistan, où 65 % des 50 000 veuves vivant à Kaboul voient le suicide comme la seule issue à leur quotidien misérable. À Kandahar, au sud du pays, une centaine de tentatives de suicide ont été recensées dans les derniers mois de l'année 2006, révèle un sondage effectué par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Près des deux tiers des femmes choisissent de s'immoler tandis que 36 % préfèrent l'empoisonnement.



Sources : *Courrier international*, *Relations*, Agence France-Presse, *El Clarín*, Associated Press

Les CFQ, toujours de leur temps
même après 90 ans!

l'Actuelle

Magazine des CFQ

Les CFQ, la plus grande association féminine au Québec

Les CFQ (Cercles de Fermières du Québec) accueillent les femmes de tous âges et de tous milieux et leur offrent un lieu de solidarité féminine unique en son genre où toutes peuvent développer leur potentiel.

L'Actuelle magazine, publication officielle des CFQ tirée à 50 000 exemplaires, est un incontournable pour toutes les femmes à la page. On y présente des dossiers chauds, des entrevues fascinantes, des recettes succulentes, des patrons d'artisanat originaux, de l'information sur la vie de l'association et des chroniques pour tous les goûts.

ENTREZ DANS LA RONDE des CFQ. En vous abonnant à *l'Actuelle* (20 \$ + tx pour 5 numéros), vous obtenez votre adhésion aux CFQ.

JOIGNEZ-VOUS AU CERCLE de votre quartier. Vous pourrez suivre des cours de tricot, couture, tissage, broderie, souvent sans frais additionnels.

VENEZ ÉCHANGER VOS IDÉES, vos connaissances sous le signe de l'amitié. Ajoutez votre voix à celles des 40 000 MEMBRES pour faire avancer les grands dossiers touchant les femmes et la famille.

DONNEZ AU SUIVANT de multiples façons : activités de financement pour la Fondation OLO et l'ACWW, dons d'objets faits main aux malades et aux démunis, programme Artisanat Jeunesse.

EN PRIME, profitez de rabais substantiels sur les publications des CFQ (QU'EST-CE QU'ON MANGE?, LES SECRETS DE LA COURTEPOINTE, etc.)

POUR EN SAVOIR PLUS, visitez notre site Web : www.cfq.qc.ca.

FORMULAIRE D'ABONNEMENT au magazine et d'adhésion aux CFQ

Je désire m'abonner au magazine *l'Actuelle* pour un an (5 numéros) : 22,79 \$ (20 \$ + TPS + TVQ)

Je suis une lectrice âgée de 14 ans et plus et je désire être membre des Cercles de Fermières du Québec. (L'abonnement au magazine inclut les frais d'adhésion à l'Association des Cercles de Fermières du Québec d'une valeur de 2 \$.)

(Veuillez communiquer dès maintenant avec le siège social de l'association : 450 442-3983 afin que nous puissions vous adresser au Cercle le plus proche de votre localité pour fins de paiement.)

Je ne désire pas être membre des Cercles de Fermières du Québec.

COORDONNÉES DE L'ABONNÉE (Veuillez remplir en lettres moulées.)

Nom _____

Adresse _____ Ville _____

Province _____ Code postal _____

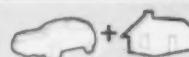
Téléphone _____

TRANSMETTEZ VOTRE PAIEMENT
Les CFQ - l'Actuelle, abonnement
1043, rue Tiffin, Longueuil, QC J4P 3G7

l'Actuelle



l'Actuelle



SSQ Assurances générales

Les valeurs à la bonne place

EN DEVENANT MEMBRE, PEUT-ÊTRE POURRIEZ-VOUS BÉNÉFICIER
DE RABAIS TRÈS INTÉRESSANTS.

- Rabais de groupe de 10 % pour votre assurance automobile ;
- Rabais de groupe de 10 % pour votre assurance habitation ;
- Rabais de 5 à 10 % sur la protection autoval existante ;
- Rabais de 2 à 20 % selon le nombre d'assurés sous l'assurance auto ;
- Rabais de 7 % sur chacun de vos deux contrats au automobile et en habitation.

Pour obtenir une proposition d'assurance automobile ou habitation,
sans aucune obligation de votre part, il suffit de composer le
1 866 550 AUTO (code 22).

Priorité : égalité

Les médias ont-ils agi en pyromanes dans le dossier des « accommodements raisonnables » ou ont-ils soulevé un réel problème ? Peu importe, le débat est maintenant lancé et permettra à chacune et chacun de se mettre au diapason des autres. Au moment où s'amorce la Commission Bouchard-Taylor, la *Gazette des femmes* a réuni en table ronde quatre collaboratrices de l'avis récemment déposé par le Conseil du statut de la femme. Elle a également rencontré Yolande Geadah, qui vient de publier un ouvrage sur le sujet. Mais avant, voici un aperçu de la réflexion du CSF sur les valeurs qui cimentent aujourd'hui la société québécoise.

par Hélène Sarrasin

Les premières fois où les Québécoises et les Québécois ont entendu parler de la notion d'accommodement raisonnable, c'était il y a plus de 20 ans, alors que les femmes enceintes et les personnes handicapées exigeaient des conditions adaptées à leur situation. Puis, l'hiver dernier, le terme est revenu presque quotidiennement dans les médias. Sauf qu'il n'était plus question des conditions de travail des femmes. On parlait plutôt d'accompagnements raisonnables pour des motifs religieux. Comme la religion est un sujet fragile au Québec – notamment pour les femmes, car il rappelle le comportement patriarcal de l'Eglise à leur égard –, il y a eu réaction.

Pour la majorité, la religion est une affaire classée. Elle doit être vécue dans le domaine privé et non dans l'espace public. Cependant, les demandes de certains membres de communautés culturelles ne respectaient pas ce choix. Une partie de la population a donc perçu ces requêtes comme un manque de respect à l'égard de ses valeurs en tant que communauté d'accueil. C'est dans ce contexte qu'en février dernier, le premier ministre Jean Charest a créé la Commission de consultation sur les pratiques d'accompagnements reliées aux différences culturelles, communément appelée Commission Bouchard-Taylor.

Le Conseil du statut de la femme s'intéresse depuis longtemps à la diversité culturelle et religieuse et aux transformations de la société qui en résultent. Il a publié plusieurs recherches sur le sujet afin de guider le gouvernement dans ses choix politiques et législatifs. En préparant son avis intitulé *Droit à l'égalité des hommes et des femmes et liberté religieuse*, le Conseil a constaté que les tribunaux du Québec et du Canada interpellés par la question de la religion se sont inspirés des valeurs faisant consensus dans la société pour prendre leurs décisions. Quelles sont-elles ? La séparation entre l'Etat et la religion, la primauté du français et l'égalité entre les femmes et les hommes, trois valeurs clés de l'identité québécoise qui a identifiées le premier ministre lorsqu'il a annoncé la création de la Commission Bouchard-Taylor.

Outre ces trois valeurs, le Conseil considère également que le choix de l'interculturalisme qui fait le Québec pour favoriser l'intégration des immigrants est un élément fondamental qui reflète son identité.

separation de la religion et de l'Etat

Priorité : égalité

Les médias ont-ils agi en pyromanes dans le dossier des « accommodements raisonnables » ou ont-ils soulevé un réel problème ? Peu importe, le débat est maintenant lancé et permettra à chacune et chacun de se mettre au diapason des autres. Au moment où s'amorce la Commission Bouchard-Taylor, la *Gazette des femmes* a réuni en table ronde quatre collaboratrices de l'avis récemment déposé par le Conseil du statut de la femme. Elle a également rencontré Yolande Geadah, qui vient de publier un ouvrage sur le sujet. Mais avant, voici un aperçu de la réflexion du CSF sur les valeurs qui cimentent aujourd'hui la société québécoise.

par Hélène Sarrasin

égalité entre les femmes et les hommes

Les premières fois où les Québécoises et les Québécois ont entendu parler de la notion d'accommodement raisonnable, c'était il y a plus de 20 ans, alors que les femmes enceintes et les personnes handicapées exigeaient des conditions adaptées à leur situation. Puis, l'hiver dernier, le terme est revenu presque quotidiennement dans les médias. Sauf qu'il n'était plus question des conditions de travail des femmes. On parlait plutôt d'accommodements raisonnables pour des motifs religieux. Comme la religion est un sujet fragile au Québec – notamment pour les femmes, car il rappelle le comportement patriarcal de l'Eglise à leur égard –, il y a eu réaction.

Pour la majorité, la religion est une affaire classée. Elle doit être vécue dans le domaine privé et non dans l'espace public. Cependant, les demandes de certains membres de communautés culturelles ne respectaient pas ce choix. Une partie de la population a donc perçu ces requêtes comme un manque de respect à l'égard de ses valeurs en tant que communauté d'accueil. C'est dans ce contexte qu'en février dernier, le premier ministre Jean Charest a créé la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles, communément appelée Commission Bouchard-Taylor.

Le Conseil du statut de la femme s'intéresse depuis longtemps à la diversité culturelle et religieuse et aux transformations de la société qui en résultent. Il a publié plusieurs recherches sur le sujet afin de guider le gouvernement dans ses choix politiques et législatifs. En préparant son avis intitulé *Droit à l'égalité des hommes et des femmes et liberté religieuse*, le Conseil a constaté que les tribunaux du Québec et du Canada interpellés par la question de la religion se sont inspirés des valeurs faisant consensus dans la société pour prendre leurs décisions. Quelles sont elles ? La séparation entre l'Etat et la religion, la primauté du français et l'égalité entre les femmes et les hommes, trois valeurs clés de l'identité québécoise qu'a identifiées le premier ministre lorsqu'il a annoncé la création de la Commission Bouchard-Taylor.

Outre ces trois valeurs, le Conseil considère également que le choix de l'interculturalisme qu'a fait le Québec pour favoriser l'intégration des immigrants est un élément fondamental qui reflète son identité.

Longtemps à l'ombre du clocher

Pour identifier ces valeurs, le Conseil a fait un long voyage à travers l'histoire du Québec. Comment les Québécoises et les Québécois ont-ils façonné leur société ? À la suite de quels débats ont-ils fait leurs choix ?

En l'absence d'institutions civiles permanentes, l'Église catholique a longtemps joué tous les rôles et est intervenue sur tous les plans. Si les femmes ne pouvaient accéder à des études universitaires, c'était en raison de la mainmise de l'Église sur le monde de l'éducation, absolue jusqu'à la Révolution tranquille.

La collusion de l'Église et de l'État a aussi fait partie de la réalité du Québec. Ainsi, malgré que les femmes aient obtenu le droit de vote au Canada en 1919, le gouvernement dirigé par Maurice Duplessis a refusé de le leur accorder à l'échelle provinciale, à la demande de l'Église. Il aura fallu attendre l'arrivée d'Adélard Godbout, en 1940, pour que les suffragettes puissent crier victoire.

La séparation de l'État et de l'Église ne s'est donc véritablement amorcée qu'avec la Révolution tranquille. À preuve, l'événement marquant que fut la création du ministère de l'Éducation en 1964. Ce n'est cependant que l'an prochain, soit en septembre 2008, que l'école québécoise sera complètement laïcisée avec le remplacement de l'enseignement catholique et protestant au profit d'un enseignement de l'éthique et de la culture religieuse.

Si elle a pris du temps à s'établir, la laïcité fait aujourd'hui partie des choix et des valeurs du peuple québécois. La décision du ministère de l'Éducation concernant les cours de religion témoigne par ailleurs d'un désir d'adopter un modèle de laïcité convivial et respectueux de la spiritualité des différentes communautés qui composent la société.

Des combats épiques

L'histoire du Québec se caractérise également par une lutte épique pour la survie du français. Par la loi 63, puis par la loi 22 et la loi 101, les gouvernements successifs ont assuré la protection de la langue de la majorité. Les débats qui ont conduit à l'adoption de ces lois ont fait en sorte que les Québécois sont aujourd'hui conscients du lien indéfectible qui unit leur langue à leur identité.

Dans la communauté francophone mondiale, le Québec se distingue par cette farouche détermination à préserver sa langue, mais également par la féminisation de celle-ci. Une tendance qui illustre une autre de ses valeurs déterminantes : l'égalité entre les femmes et les hommes. Même si, dans les faits, les Québécoises n'ont pas atteint l'égalité dans tous les domaines, il est impressionnant de voir à quel point, après les longues années pendant lesquelles l'Église et l'État ont freiné l'émancipation des femmes, l'égalité est maintenant présente dans le discours public du gouvernement. Inscrite dans des textes fondamentaux, elle reflète un profond changement de mentalité au Québec. L'égalité est aujourd'hui à la fois une valeur commune, un droit individuel et un droit collectif que le gouvernement a choisi de protéger et de promouvoir.

L'égalité est maintenant présente dans le discours public du gouvernement. Elle est à la fois une valeur commune, un droit individuel et un droit collectif que le gouvernement a choisi de protéger et de promouvoir.

Un modèle commun

Laïcité, primauté de la langue française et égalité entre les femmes et les hommes, voilà donc trois valeurs qui sont chères au cœur des Québécoises et des Québécois. Le fait d'avoir tant lutté pour se définir comme société les a amenés à vouloir partager ce modèle avec les nouveaux arrivants. Leur projet d'accueil et d'adaptation – l'interculturalisme – diffère cependant de celui qui a cours dans le reste du Canada.

Afin de composer avec la diversité ethnoculturelle, le Canada a fait le choix du multiculturalisme dans les années 1970. Cette politique, fondée sur le concept de la mosaïque et dont Pierre Elliott Trudeau a été le principal promoteur, favorise l'individualité et conduit à une sorte de « vivre-dans-la-différence », pour reprendre l'expres-

sion de Danic Parenteau, professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Le Canada se propose ainsi comme terre d'immigration où les libertés individuelles priment le devenir collectif.

Ce modèle va à l'encontre de la démarche québécoise de construction d'un projet sociétal. Le Québec se définit plutôt comme une société d'accueil avec une identité et des valeurs communes, une société en mouvance qui sait puiser dans l'apport des cultures étrangères. Les communautés immigrantes sont conviées à y participer afin de mieux « vivre ensemble ». C'est à ce modèle d'intégration, très différent de celui du Canada, que le Québec souhaite que les immigrants adhèrent.

À la lumière de cette longue marche qui a conduit les Québécoises et les Québécois à définir leur identité, on peut

mieux comprendre leurs réactions devant les événements rapportés dans les médias. Les nombreuses requêtes pour motif religieux pouvaient laisser croire que certains membres de communautés culturelles minoritaires remettaient en question leurs valeurs longuement mûries et leur projet d'intégration élaboré dans l'espérance de favoriser la cohésion sociale.

Avec la Commission Bouchard-Taylor, l'occasion est belle de remettre les pendules à l'heure. Le CSF en profite pour souligner que le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes prime la liberté de religion, et qu'en cas de conflit entre ces droits, la liberté de religion ne peut servir à diminuer la portée du droit à l'égalité et doit donc être limitée. ::



Le 26 mars dernier, à titre de ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, j'ai repris avec fierté et détermination le flambeau de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait.

À cet égard, j'ai la tâche honorable de m'assurer que le Québec progresse vers une société où l'égalité entre les sexes sera sans faille. Cette responsabilité revêt pour moi une grande importance et constitue également une priorité pour le gouvernement Charest.

Notre société se modifie et se diversifie sans cesse. Des femmes et des hommes issus de l'immigration et de différentes communautés ethnoculturelles enrichissent un Québec en pleine évolution, et contribuent ainsi à faire face aux défis que représentent, notamment, le vieillissement de la population, les pénuries de main-d'œuvre et la dénatalité. Cette diversification de la population québécoise nous amène également à poursuivre la constante marche des femmes vers la pleine égalité en prenant en considération la liberté des unes et des uns, sans porter atteinte à celle des autres.

Je suis déterminée à poursuivre cette mission que je considère essentielle à une saine évolution de la société québécoise. J'estime que l'égalité de fait entre les femmes et les hommes, comme la langue que nous parlons et la culture qui nous caractérise, doit être élevée et demeurer au rang des valeurs profondes qui forgent l'identité de la société québécoise.

Christine St-Pierre
Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Québec

À notre avis

Au moment où la Commission Bouchard-Taylor parcourt le Québec pour sonder les cœurs et les consciences à propos des pratiques d'accommodements raisonnables, alors même que 73 % des répondants d'un sondage CROP disent, inquiets, craindre de possibles dérapages, le Conseil du statut de la femme donne son avis au gouvernement. La Gazette des femmes a rencontré quatre des participantes qui ont nourri la réflexion dont il est issu. Elles sont membres du CSF, comme la présidente Christiane Pelchat, l'entrepreneure Roxane Duhamel et la politologue Yasmina Chouakri, ou complices de longue date, telle l'avocate Louise Langevin, détentrice de la Chaire d'étude Claire-Bon enfant sur la condition des femmes. Et elles annoncent un avis-choc. Comment sera-t-il reçu ?

| Propos recueillis par Ariane Émond



Dans l'ordre habituel : Roxane Duhamel, Yasmina Chouakri et Christiane Pelchat. N'apparaît pas sur la photo : Louise Langevin.

Caroline Hayeur / Agence Stock

Quelle image résume pour vous la situation du Québec devant le défi de la diversité culturelle, particulièrement de la diversité religieuse ?

Yasmina Chouakri : Un grand décalage, entre les institutions et la population. Car les moyens de faire connaître et comprendre la diversité ethnoculturelle, avant même d'envoyer des institutions adaptées, ne sont pas encore là.

Christiane Pelchat : L'image qui me vient, c'est qu'on nous a annoncé un tsunami, et finalement ce n'est qu'une pluie forte. Personne ne meurt d'une bonne pluie, ça peut même être salutaire... Quand on examine les faits, il y a peu de demandes d'accommodements, très peu de nature religieuse, mais la plupart d'entre elles touchent le droit à l'égalité entre les sexes ou proviennent de personnes handicapées.

Roxane Duhamel : À cause de l'évolution très rapide des 10 dernières années, il y a une perception d'envahissement de toutes les cultures et de toutes les religions. La population accepte difficilement ces demandes de permissions, d'accommodes, parce qu'elle a l'impression qu'elle ne pourra jamais répondre à tout ça et qu'elle risque d'y perdre son identité. D'autant plus que nous, comme société, nous avons mis de côté la religion dans les années 1960, avec la Révolution tranquille.

Louise Langevin : Mon image à moi, c'est celle d'une menace aux droits des femmes, une menace posée par le droit à l'expression religieuse. On ne l'avait pas vue venir, celle-là, même si la montée des intégrismes religieux est internationale. Et si je ne me sens pas menacée moi-même, je pense à toutes celles qui ne sont pas en mesure de se défendre ou de réagir. Bien sûr, je reconnaît la liberté de croire ou de ne pas croire. En même temps, je me

demande jusqu'où doit aller la liberté de pratiquer une religion et de l'afficher dans l'espace public.

Qu'est-ce qui vous dérange tant dans l'affirmation du religieux ?

CP : Le retour à l'imposition d'une norme sociale qui contraint surtout les femmes, peu importe la religion. Un code vestimentaire chez les intégristes de l'islam (voiles de toutes sortes), des règles strictes chez les juives hassidiques (tête rasée, perruques, vêtements couvrant le corps), la prescription de l'abstinence sexuelle chez les jeunes par les fundamentalistes chrétiens américains, notamment... Jamais les religions monotheïstes n'ont favorisé l'égalité entre les hommes et les femmes. Au contraire, elles ont toujours créé des règles qui les séparent.

« Notre premier message, c'est que le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale qui ne peut être bradée, réduite, menacée pour une raison ou pour une autre. »

Louise Langevin

Vous évoquez tout à l'heure une bonne pluie salutaire, mais vous avez certaines inquiétudes quand même.

CP : Ce qui est inquiétant, ce qui est grave, c'est qu'on propose souvent des solutions aux demandes religieuses sans penser à leur impact sur les droits des femmes. On accorde facilement les gars : on givre les vitres d'un gymnase pour cacher le corps des femmes; on retire une monitrice de la SAAQ et on accorde à un croyant le

droit d'avoir un moniteur masculin pour passer son permis de conduire. On est facilement prêts, au nom du bon voisinage, du service à la clientèle, d'une religion ou d'une croyance, à écarter, sinon à sacrifier le droit chèrement acquis à l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'espace public.

YC : Le Québec ne vit pas en vase clos. Le contexte international démontre que les normes qui s'appliquent spécifiquement aux femmes se multiplient dans certaines régions du monde, y compris au Québec. C'est le cas du code vestimentaire. On peut bien voir le port du voile ici comme relevant d'un choix, et c'est fort possible. Mais n'oublions pas que dans la majorité des pays musulmans, c'est une obligation. Cette question n'est pas anodine.

Qu'est-ce que l'avis du CSF vient affirmer, rappeler ?

LL : Notre premier message, c'est que le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale qui ne peut être bradée, réduite, menacée, attaquée, mise de côté, négociée pour une raison ou pour une autre. Compte tenu de la position historique, culturelle et économique des femmes, dans une société patriarcale, il faut faire attention aux pratiques religieuses, qu'il ne faut pas confondre avec la vie spirituelle. Il faut mesurer les effets des prescriptions religieuses sur les personnes vulnérables.

CP : Notre avis s'adresse au gouvernement et, par ricochet, aux institutions publiques, aux fonctionnaires, à tous ceux et celles dans les institutions scolaires ou dans le système de santé, par exemple, qui sont en mesure d'appliquer les lois, les chartes, les règlements et certains accommodements. Le grand message est clair : l'égalité entre les femmes et les hommes doit primer tous les autres droits, y compris le droit à la liberté de religion...

Notre second message au gouvernement est le suivant : est-ce que nos politiques, nos lois, nos mesures, nos programmes répondent aux besoins des femmes ? Quels sont leurs effets sur elles ? Est-ce qu'on consacre assez d'argent pour répondre à leurs besoins ?

Vous avez rencontré des Québécoises issues de l'immigration dans des groupes de discussion. Qui étaient ces femmes et qu'avaient-elles à dire ?

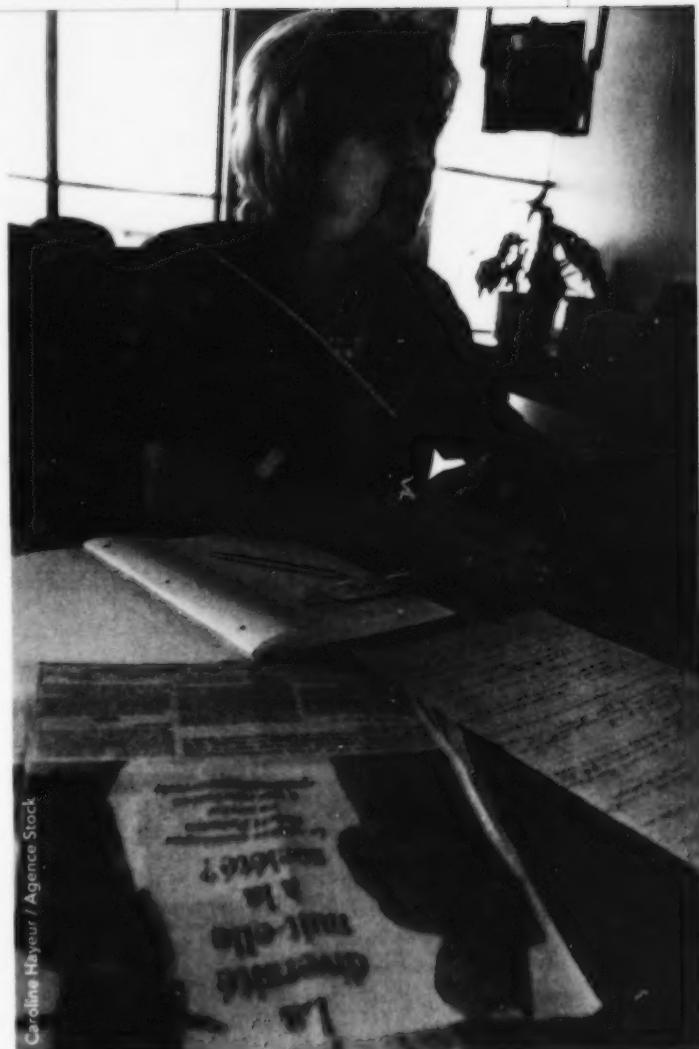
YC : Elles étaient surtout d'origine arabe ou musulmane, la majorité arrivées ici il y a plus de 20 ans, quelques-unes depuis 5 ou 10 ans, d'autres depuis quelques mois seulement... Et ce qui était frappant, c'était de constater combien leurs inquiétudes étaient les mêmes que celles des Québécoises en général. Pour elles, la valeur la plus importante est l'égalité entre les hommes et les femmes. Et elles y tiennent ! Elles m'ont parlé longuement du racisme vécu à l'embauche et de l'islamophobie qu'elles subissent, même si l'immense majorité des musulmanes du Québec ne correspondent pas aux stéréotypes que les médias véhiculent. Elles sont progressistes, souvent féministes, non voilées. Elles ne sont pas nécessairement pratiquantes mais de culture musulmane. Comme la majorité québécoise, quoi, de culture catholique et non pratiquante !

Leur préoccupation principale, cependant, ce sont les difficultés économiques qu'elles vivent, notamment parce que leurs acquis et leurs diplômes ne sont pas reconnus. Souvent, elles n'ont pas les moyens de payer les coûts d'étude de leur dossier par les ordres professionnels. Le CSF a déjà demandé au ministère de l'Immigration de leur accorder une aide financière à ce chapitre, mais la réponse se fait attendre...

La question du port du voile dans les écoles primaires et secondaires les mobilise aussi. Bien sûr, elles ne voient pas comme une solution l'expulsion d'une jeune fille voilée. Mais qu'à Montréal, certaines petites filles doivent porter le voile dans les écoles musulmanes, voilà qui les inquiète beaucoup... Quelques-unes croient qu'il faudrait interdire cette soi-disant prescription religieuse jusqu'à ce que la jeune fille soit vraiment capable de « choisir » elle-même...

L'avis exige donc du gouvernement une approche musclée, une défense vigoureuse du droit à l'égalité de toutes les femmes, sur le plan public mais aussi privé. Pourquoi ?

LL : Actuellement, il y a un manque flagrant de ressources, un manque de volonté politique et, il faut le dire, un désengagement de l'État, peut-être lié à la montée du conservatisme. Il faut rappeler au gouvernement l'importance de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS), c'est-à-dire la nécessité de se donner des outils solides pour mesurer



les effets de nos politiques sur les femmes et sur les hommes, distinctement. Dans l'application de notre politique d'immigration, c'est crucial. Enfin, l'État a un rôle à jouer pour baliser l'espace public, mais aussi la scène privée. On ne peut pas dire : « Ah ! On ne regarde pas ce qui se passe dans la maison des gens. » C'est trop facile.

CP : C'est clair que notre avis embrasse plus large que les pratiques d'accompagnements. On y aborde notamment la question des valeurs, qui est sur toutes les lèvres. Nous traçons l'historique des trois valeurs que le premier ministre a évoquées en créant la Commission Bouchard-Taylor: l'égalité entre les femmes et les hommes, le fait français et la laïcité, c'est-à-dire la séparation de l'Église et de l'État. Théoriquement, ces valeurs sont connues de tout le monde, autant des nouveaux immigrants que des Québécois de souche – qu'on devrait sans doute appeler des « ex-immigrés de souche ». Nous sommes tous et toutes issus de l'immigration, non ?! (Rires)

« Priver les nouvelles arrivantes de la connaissance des codes sociaux et des valeurs communes de la société d'accueil, c'est les exposer au rejet. »

Roxane Duhamel

Encore une fois, il y a un décalage entre théorie et réalité. Les plus jeunes n'ont pas plus de repères historiques que la plupart des nouveaux arrivants. Quand on leur rappelle les dures batailles menées ici il y a 50 ans pour se défaire de l'emprise de l'Eglise, ils et elles comprennent mieux l'extrême sensibilité des Québécoises lorsqu'on touche au droit à l'égalité pour des considérations religieuses.

C'est pourquoi l'éducation à la citoyenneté est essentielle, et nous applaudissons au nouveau programme scolaire centré sur les différentes cultures religieuses. Mais nous demandons qu'on enseigne aussi cette valeur d'égalité entre les femmes et les hommes, au même titre que la diversité religieuse.

Que suggérez-vous pour soutenir les immigrantes ?

RD : J'ai été frappée de constater à quel point les Québécoises issues de l'immigration sont habiles à percevoir les

mouvements souterrains, dirigés par des intégristes, bien organisés malgré leur petit nombre. Un élément qui les alarme aussi, c'est le désir avoué des religieux de plusieurs confessions de retenir les femmes à la maison, loin de l'espace public, souvent loin de toute formation nécessaire pour qu'elles arrivent à être autosuffisantes. Priver les nouvelles arrivantes de la connaissance des codes sociaux et des valeurs communes de la société d'accueil, c'est les exposer au rejet. À leur tour, ces mères, courroies de transmission des valeurs, ne pourront pas aider leurs enfants à adopter les codes majoritaires. C'est toute la famille qui aura du mal à s'intégrer. L'intégration des immigrantes, notamment sur le plan économique, est un postulat fondamental de notre avis.

CP : La question des femmes issues de l'immigration nous préoccupe énormément et nous recommandons à la Commission Bouchard-Taylor, qui a

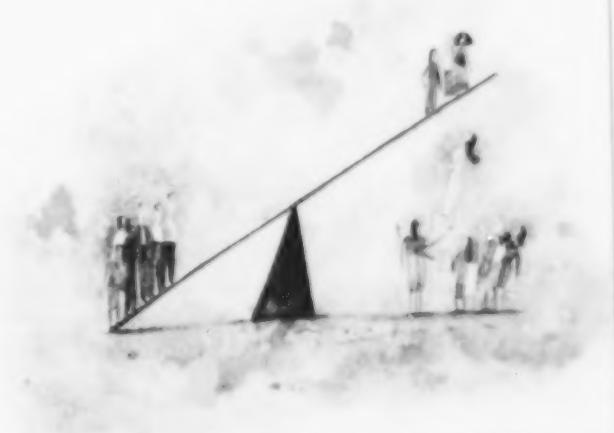
plus de temps et de moyens que nous, de se pencher sérieusement sur leur situation et sur la politique d'immigration du Québec, en ce qui a trait à la sélection des ressortissants indépendants. Quand on lit cette politique, on voit qu'elle s'adresse à un immigrant mâle diplômé. S'il a une épouse, elle sera admise comme sa dépendante. Il faut savoir – et très peu le savent – que depuis quelques années, le Québec accueille plus de femmes que d'hommes. Elles sont souvent des immigrantes « parrainées », qui vivent fréquemment des situations de dépendance terribles par rapport à leur mari ou à leur employeur, dans le cas par exemple des aides familiales.

YC : Le principe d'égalité devrait se retrouver, me semble-t-il, dans tous les documents du ministère de l'Immigration destinés à décrire la société d'accueil. Il y a bien un manuel de base, intitulé *Apprendre le Québec*. Récent – trois, quatre ans tout au plus – et traduit en plusieurs langues, il est distribué à tous les organismes voués à l'intégration ainsi qu'à tous les immigrants. Après l'avoir consulté de A à Z, je peux vous dire que la notion d'égalité entre les femmes et les hommes n'y apparaît qu'une fois !

UNE SOCIÉTÉ POUR TOUT LE MONDE

La CSN participe à bâtir une collectivité tolérante.

Et pour cela, le droit à l'égalité entre les hommes et les femmes demeure une lutte essentielle.





« Le principe d'égalité devrait se retrouver dans tous les documents du ministère de l'Immigration destinés à décrire la société d'accueil. »

Yasmina Chouakri

taté au contraire qu'il y a beaucoup de similitudes dans nos manières d'évaluer les situations. Et il ne faudrait pas oublier que tous les grands centres urbains du monde deviennent de plus en plus cosmopolites, alors que les zones rurales restent plus homogènes. Ces changements de population ne sont pas exclusifs au Québec. Quand les médias diffusent uniquement des images de femmes voilées en parlant d'immigration, il y a bien des chances qu'en Gaspésie, certains croient que toutes les immigrantes portent le voile ! Récemment, une télévision montréalaise que je ne nommerai pas m'a appelée pour une entrevue. « Vous êtes bien Algérienne ? » « Oui, oui. » « Vous êtes voilée ? » « Non. » « Ahhh, merci bien. Nous cherchons une femme voilée algérienne... »

RD : Le sentiment d'insécurité de plusieurs est certainement alimenté par une information biaisée, réductrice et un manque de repères historiques. La population est mal outillée en termes d'information et la question de l'intégration des immigrants est complexe. Ce qui est vrai aussi, c'est qu'au Québec, on vit un décalage et une frustration entre, d'une part, certaines régions et, d'autre part, les deux pôles économiques et politiques que sont Québec et Montréal. Cette fracture est bien plus imputable aux effets de la mondialisation sur l'économie et sur l'environnement qu'à la diversité culturelle. Si on se donnait les moyens de favoriser vraiment l'intégration économique des immigrants, hommes et femmes, si plus de Québécois avaient la chance de côtoyer des collègues de travail de différentes origines, je crois qu'on mesurerait mieux l'enrichissement que cela nous apporte collectivement.

CP : Cette vision d'un fossé est exagérée et amplifiée par les médias. On peut favoriser le dialogue de mille manières. En allant chercher constamment, par les médias, la parole des Québécois de tous horizons. En multipliant les rencontres entre des Québécois de tous âges habitant des coins plus homogènes et des gens des minorités culturelles, souvent installés ici depuis plusieurs générations. En imposant à nos institutions et à notre fonction publique une meilleure représentativité de la population diversifiée qui est désormais la nôtre. En incitant l'entreprise privée et même le milieu communautaire à faire aussi leur part dans l'embauche, pour favoriser le mélange des expériences et des approches...

En terminant, qu'est-ce qui vous dit que votre avis sera bien reçu ?

LL : Je crois qu'il arrive à point nommé, entre autres parce qu'il va bien au-delà de la question des accommodements. C'est un avis riche qui ne cantonne pas la réflexion à des « technicalités », même s'il offre une analyse juridique fouillée. Il risque d'avoir une longue vie et de marquer l'histoire du Québec. Il aborde de front la question fondamentale du droit à l'égalité entre les hommes et les femmes au Québec, sa fragilité actuelle, et propose différentes pistes de solution pour le renforcer. Bien sûr, il ne prétend pas répondre à tout, mais en le rendant public à ce moment-ci, nous espérons qu'il alimentera la réflexion des groupes qui vont témoigner devant la Commission Bouchard-Taylor. Selon moi, cet avis aura un retentissement et peut-être, je l'espère, une influence ailleurs dans la francophonie. ■

On oublie un autre élément important : plus de 50 % des immigrants acceptés connaissent le français; ils ne sont donc pas obligés de suivre des cours de francisation. C'est pourtant souvent là qu'on leur parle de valeurs communes... Je pense que les organismes communautaires qui offrent des ateliers sur la société d'accueil, et qui sont subventionnés pour le faire, devraient être tenus de bien expliquer notre conception de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Et quand on enseigne l'histoire du Québec, dans ces ateliers comme dans les classes régulières, on devrait aussi raconter l'évolution ardue des droits des femmes d'ici.

Certains déplorent qu'un fossé se creuse entre les Québécois issus de l'immigration et les autres.

Qu'en pensez-vous ? Et dans tous les cas, comment favoriser le dialogue ?

YC : Il n'y a pas de fossé. Il y a surtout de la méconnaissance les uns des autres, et cela se corrige ! J'ai cons-

AVIS DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME SUR LE DROIT À L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

RECOMMANDATIONS

- 1** Afin de contrer le déficit d'information, qu'une formation citoyenne soit donnée dès l'école primaire sur l'existence des chartes et des droits garantis, autant pour les droits des enfants et la liberté religieuse que pour l'égalité entre les femmes et les hommes.
- 2** Que les principes soutenant les valeurs identitaires québécoises soient enseignés dès le primaire dans toutes les écoles, au même titre que les cours de religion.
- 3** Que les valeurs communes soient incluses dans les documents destinés aux personnes qui désirent s'établir au Québec et dans ceux qu'on leur remet lorsqu'elles arrivent en sol québécois.
- 4** Que les représentantes et les représentants ou les fonctionnaires de l'État ne puissent arborer ni manifester des signes religieux ostentatoires dans le cadre de leur travail.
- 5** Qu'il soit affirmé, de façon supralégislative, que le droit à l'égalité ne souffre d'aucun accommodement. Le Conseil recommande d'ajouter dans la Charte des droits et libertés de la personne un article analogue à l'article 28 de la Charte canadienne.
- 6** Que le gouvernement se dote d'une politique de gestion de la diversité religieuse dans l'espace public et que cette politique intègre clairement et sans équivoque la dimension fondamentale de l'égalité entre les sexes.
- 7** Qu'il soit affirmé, dans la Loi sur l'instruction publique, que la valeur d'égalité entre les sexes doit être véhiculée dans les politiques d'éducation et qu'elle ne doit pas être mise de côté pour des considérations religieuses ou culturelles.

À noter

Conférence de la sociologue féministe **Christine Delphy**

Le 11 octobre 2007 à 19 h

A l'auditorium de la Grande Bibliothèque

Organisée par l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM et Relais-Femmes

> Entrée gratuite

Renseignements 514 987-3000,
poste 2581

Un essai captivant
sur ce sujet de
l'heure !

Yolande Geadah

Accommodements raisonnables

Droit à la différence
et non différence des droits



YOLANDE GEADAH,

dans cet ouvrage concis et passionnant, propose une analyse des questions soulevées par ce sujet controversé ainsi que des balises pour éviter que les accommodements liés aux revendications religieuses n'empiètent sur d'autres valeurs qui nous sont chères telles l'égalité des sexes et la laïcité. Cela afin de préserver le droit à la différence, sans pour autant promouvoir la différence des droits.

12,95 \$ • 96 pages

Disponible chez votre librairie
ou au www.edvib.com

vib éditeur

© 2007 vlb éditeur

Une laïcité à

Après avoir démasqué les intégrismes religieux et dénoncé la « normalisation » de la prostitution, Yolande Geadah récidive avec *Accommodements raisonnables*.

Droit à la différence et non différence des droits. Un court essai anti-dérapages, un appel aux valeurs communes.

| par Françoise Guénette

• D • ans un café montréalais cerné par l'orage, Yolande Geadah aborde l'entretien avec la prudence d'une chatte échaudée. Cette femme de nuances a peur des raccourcis dangereux, des vérités-assommoirs qui minent déjà le débat sur les accommodements raisonnables. Peur aussi de l'islamophobie rampante, depuis les attentats de septembre 2001. C'est ce qui l'a incitée à replonger dans l'écriture. « Le débat entourant les vitres givrées du YMCA ou le code de conduite d'Hérouxville avait tendance à déraper et je m'inquiétais de l'antagonisme soulevé dans la population à l'égard des minorités. J'ai senti l'urgence d'essayer de clarifier les enjeux et d'éclairer les pistes de solution. Si on laisse les choses aller, la situation va dégénérer, devenir invivable pour tous. »



Stock photo / Stefanie Timmermans

peaufiner

« Dans notre société, fondée sur l'immigration, les cultures et les religions se diversifient de plus en plus. Comment gérer cette diversité alors qu'on a besoin de règles et d'institutions communes sans provoquer de crispations identitaires et de tensions sociales ? C'est le grand défi de toutes les sociétés occidentales, et aucune n'a trouvé la solution », admet sans peine l'auteure. Elle propose cependant une première condition : « Je crois profondément que c'est la laïcité qui permet le plus grand respect de toutes les religions et cultures. Pour assurer une cohabitation harmonieuse, il faut d'abord empêcher le religieux d'empiéter sur les domaines social, juridique et éducatif. »

D'après elle, le danger est déjà là. « L'approche juridique actuelle des accommodements raisonnables repose sur une logique individualiste des droits qui vise l'inclusion restreinte des individus à court terme mais qui ignore les objectifs d'intégration des communautés à long terme. » Autrement dit, en invoquant les chartes canadienne et québécoise des droits pour accéder à des demandes d'ordre religieux, autant la Cour suprême du Canada – dans l'affaire du kirpan d'un élève sikh – que la Commission québécoise des droits de la personne et de la jeunesse – dans deux décisions favorables au voile à l'école – sont allées dans un sens qui finira par « porter atteinte aux valeurs et aux structures sociales choisies par la majorité ». Interpréter la liberté religieuse comme un droit individuel aux dépens des implications collectives provoque déjà des dérives : demandes de lieux séparés, surenchère de revendications, pressions morales sur les membres des communautés, etc. Pour l'auteure, la société civile et l'État ont

le droit, sinon le devoir, de défendre le modèle actuel, celui d'une société imparfaite mais pluraliste, démocratique, un modèle « fondé sur des valeurs essentielles, telles que l'égalité des sexes et les principes de laïcité ».

Mais pourquoi ce modèle serait-il menacé par quelques fillettes voilées dans une classe, par une salle de prière à l'université, par un poignard sikh bien cousu dans un pantalon ? « Vous me demandez pourquoi une petite fille voilée ne partagerait-elle pas les valeurs des enfants qu'elle fréquente à l'école publique ? Théoriquement, oui, l'école devrait être un creuset de valeurs communes et un lieu d'intégration, et elle l'est dans une large mesure. Mais dans la pratique, il y a souvent marginalisation. J'ai rencontré des enseignants inquiets. Les symboles religieux mettent en évidence les différences et tendent à isoler les enfants qui les portent. Et ils ont un sens, ils ne sont pas détachés de l'ideologie qui les accompagne. » Le hidjab, revendiqué comme symbole de religion ou d'affirmation identitaire par les unes, est vu par les autres – dont l'auteure – comme une marque de soumission, l'outil d'un système patriarcal qui s'en sert pour ouvrir des portes. « *Le hidjab [...] est généralement suivi d'autres revendications incluant le port du nikab, la ségrégation des sexes dans les lieux publics et le refus d'avoir affaire à des personnes du sexe opposé.* » Pour le kirpan, écrit-elle encore, le problème n'est pas le risque réel mais le fait d'accepter à l'école ce symbole de violence : « *Cela ne revient-il pas à conforter l'idée qu'on puisse se faire justice soi-même et défendre sa religion par une arme ?* »

Contre le risque de voir s'ériger des sociétés parallèles, Yolande Geadah interpelle les modérés de toutes les



Pour gérer harmonieusement la diversité religieuse, Yolande Geadah estime qu'il « faut d'abord empêcher le religieux d'empiéter sur les domaines social, juridique et éducatif » puisque selon elle, le respect de toutes les religions et cultures repose sur la laïcité.

communautés religieuses ainsi que les médias, trop souvent pyromanes. Et elle demande trois choses à l'État québécois. Affirmer d'abord la priorité de l'égalité des sexes et interpréter ainsi les chartes et les lois, pour contrer les traditions religieuses qui restreignent les droits des femmes. Revoir ensuite le concept d'accommodement et de liberté religieuse : oui, un individu a le droit de ne pas être discriminé à cause de sa religion, mais il n'a pas le droit de manifester *toutes* les pratiques de sa religion, partout et en tout lieu. Troisièmement, refuser la ségrégation sexuelle dans les institutions, à l'exception de la santé, où la demande de professionnels du même sexe serait parfois justifiable.

Quant au milieu scolaire, Yolande Geadah y va de pragmatisme. Rappelant qu'en France, les signes religieux ostensibles dans les écoles sont interdits par la loi, elle reconnaît qu'une telle mesure est pour l'instant difficile ici, à cause des chartes, de la jurisprudence, du risque de faire fuir les élèves vers des écoles privées confessionnelles. Elle propose plutôt de miser sur l'éducation pour décourager le port du voile ou du kirpan : « Ce n'est pas en interdisant les symboles religieux qu'on favorisera les interprétations les plus larges des religions, c'est par l'édu-

cation. » Par contre, pour les adultes – agents sikhs de la Gendarmerie royale du Canada ou fonctionnaire musulmane –, elle invoque un devoir de réserve : « Au service du public, on ne doit pas afficher ses croyances religieuses plus que ses convictions politiques. » Et les salles de prière à l'université ? « Dans les institutions

de la religion ou de la culture. » À condition, précise-t-elle, de bien expliquer ces lois et leurs valeurs sous-jacentes aux arrivants et aux communautés isolées. C'est là le propos central de l'essayiste. « Quelques bonnes mesures ne suffiront pas à empêcher les tensions. Le Québec doit adopter une véritable politique d'intégration des communautés culturelles et religieuses. Par exemple, la discrimination à l'emploi qui frappe les minorités visibles et les musulmans, surtout depuis 2001, doit cesser. Elle ne fait que renfor-

cer l'enfermement identitaire, le repli sur soi. De vraies politiques de lutte contre la discrimination, d'intégration économique gagneraient beaucoup d'appuis et affaibliraient les tendances les plus intégristes. Les accommodements ne sont pas un problème en soi. Le vrai défi, c'est l'intégration. »

Québécoise d'origine égyptienne, Yolande Geadah travaille en développement international et est membre de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM. Elle a publié, toujours chez VLB éditeur, *Femmes voilées, intégrismes démasqués* en 1996 et *La Prostitution. Un métier comme un autre ?* en 2003. ::

« Les accommodements ne sont pas un problème en soi. Le vrai défi, c'est l'intégration. »

Yolande Geadah

publiques, elles n'ont pas de raison d'être. C'est différent pour les prisons et les hôpitaux, où des individus vivent 24 heures sur 24. » D'ailleurs, elle considère que les responsables d'institutions publiques devraient adopter des règles de gestion laïque sans nier l'héritage culturel de la société d'accueil : d'une part, conserver la fête et l'arbre de Noël, d'autre part, user de flexibilité relativement aux demandes de congés pour fêtes religieuses.

En matière de droit cependant, elle refuse tout compromis. « L'égalité des femmes est niée dans toutes les religions. C'est pourquoi on ne doit accepter aucune loi ou tribunal religieux. Des lois laïques doivent s'appliquer à tous et toutes, indépendamment

Les femmes du Québec ont acquis de haute lutte le droit à l'égalité et se battent toujours pour le conserver.

Elles tiennent à le partager avec toutes celles qui ont choisi d'intégrer la société québécoise, dans un esprit de respect et de démocratie.



gratuit

Gazette DES FEMMES

et abonnez-vous !

1,50 \$

Récipiendaire de plusieurs prix en journalisme,
la Gazette des femmes vous renseigne sur la vie
des femmes d'ici et d'ailleurs !

4 façons simples de s'abonner

PAR TÉLÉPHONE : 1 800 665-5372

PAR INTERNET : www.gazettedesfemmes.com

PAR TÉLÉCOPIEUR : 514 333-9795

PAR LA POSTE : Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3

Conseil du statut
de la femme

Québec



Un PM féministe

Le 18 avril 2007, le premier ministre, Jean Charest, a formé un Conseil des ministres qui comprend autant de femmes que d'hommes, une première dans l'histoire du Québec. La Gazette des femmes l'a rencontré pour échanger sur ce tournant majeur.

| Propos recueillis par Hélène Sarrasin

• • **Q**ous avez constitué le premier Conseil des ministres paritaire de l'histoire du Québec. Qu'est-ce qui vous a amené à faire ce choix ?

C'est le résultat de plusieurs années de travail. En 1998, à mon arrivée à la tête du Parti libéral du Québec, j'ai constaté qu'il n'y avait pas suffisamment de candidates et j'ai entrepris un travail de fond pour convaincre certaines femmes de se présenter. Lors des élections partielles qui ont suivi, plusieurs ont été élues, ce qui a entraîné une percée importante au chapitre de la représentation des femmes dans notre caucus. Cette présence plus importante m'a permis de nommer plusieurs femmes ministres au lendemain des élections de 2003 et, après celles de 2007, d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes au Conseil des ministres.

Vous avez une longue expérience en politique, vous avez participé à plusieurs conseils des ministres. Constatez-vous des différences dans le fonctionnement d'un conseil paritaire comparé à un conseil composé majoritairement d'hommes ?

Oui, surtout en ce qui concerne les enjeux qui touchent directement les femmes. En étant paritaire, on a un son de cloche qui reflète ce qu'elles vivent. Les politiciennes ont aussi une attitude différente. De façon générale, elles sont moins agressives, moins en mode combat. Elles sont davantage consensuelles. Elles recherchent plus le compromis et sont capables de reconnaître une erreur quand il y en a une. Elles travaillent donc différemment. Je remarque que ce comportement fait en sorte qu'elles ne se reconnaissent pas beaucoup dans la période de questions. Pour elles, ça apparaît un peu comme un passage obligatoire pour faire passer leurs idées. Tandis que chez certains parlementaires masculins, c'est un vrai défi.

Camirand Photo

Le fait qu'il y ait plus de femmes en politique amène-t-il des changements dans les habitudes de travail ?

Oui. On fait plus attention à notre vie personnelle et familiale maintenant qu'il y a quelques années. Les choses changent. Quand j'ai accédé au cabinet fédéral, j'avais 28 ans et j'aménais ma fille ainée à la garderie du parlement. Tous les mardis, nous avions une réunion qui débutait avant l'ouverture de la garderie. J'avais demandé si on pouvait retarder l'heure de réunion, mais en vain. Je me suis donc présenté une première semaine avec ma fille à la réunion. Puis une deuxième. La troisième semaine, l'heure de la réunion avait été repoussée.

Si on veut attirer des gens en politique, il faut créer cet espace pour une vie personnelle. Et les femmes sont particulièrement attentives à cela.

Des réactions à la suite de la composition de votre Conseil des ministres ?

Les réactions ont été somme toute positives, autant au sein de la députation que dans la société civile. Les femmes qui ont lutté pour l'égalité entre les sexes ont exprimé leur satisfaction. Quant aux plus jeunes, elles ont moins réagi. Je crois que pour elles, ça allait de soi.

Vous avez nommé des femmes à des postes importants, telles M^{me} Jérôme-Forget au Conseil du trésor et M^{me} Normandeau comme vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions. Les femmes à des ministères de plus en plus stratégiques, ça devient incontournable ?

Effectivement, des femmes avec de hautes responsabilités, ce n'est plus l'exception. J'ai 49 ans, ma conjointe Michele, 50. J'ai toujours eu une relation égaleitaire avec elle et nous avons partagé les responsabilités familiales.

Je ne pense pas être une exception à la règle, car mes amis agissent de la même façon. Pour moi, c'était donc normal d'avoir un Conseil des ministres composé d'autant de femmes que d'hommes. Ce que j'ai devant moi quand je préside le Conseil m'apparaît simplement comme le reflet de la société québécoise.

Cela dit, ce choix s'inscrit dans un ensemble de gestes pour favoriser l'égalité entre les sexes. L'adoption de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* en est un. Tout comme la décision d'intervenir dans la gouvernance des sociétés d'État en demandant que leurs conseils d'administration soient paritaires.

Membres du Conseil des ministres

Marguerite Blais

Ministre responsable des Aînés

Yolande James

Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Julie Boulet

Ministre des Transports

Nathalie Normandeau

Vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions

Monique Jérôme-Forget

Présidente du Conseil du trésor, ministre des Finances, ministre des Services gouvernementaux et ministre responsable de l'Administration publique

Line Beauchamp

Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Monique Gagnon-Tremblay

Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie

Michelle Courchesne

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de la Famille

Christine St-Pierre

Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Yvon Vallières

Président du caucus du gouvernement

Jean-Marc Fournier

Leader parlementaire, ministre du Revenu et ministre responsable de la Réforme

Claude Béchard

Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

Raymond Bachand

Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme

Sam Hamad

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Benoit Pelletier

Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information

Jacques P. Dupuis

Ministre de la Justice et ministre de la Sécurité publique

Laurent Lessard

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

David Whissel

Ministre du Travail

Avez-vous créé un précédent en instituant un Conseil des ministres paritaire ?

Si un premier ministre fait un autre choix, il devra expliquer pourquoi. C'est un minimum. Mais je crois que ce sera suivi.

Sinon, il y aura des femmes pour le leur rappeler...

Et des hommes. Je vais vous faire une prédiction : ça ne m'étonnerait pas du tout qu'il y ait un jour une majorité de femmes au Conseil des ministres.

Tant qu'à être dans les prédictions, quand aurons-nous une femme première ministre au Québec ? À la suite de la prochaine élection ?

(Rires) Votre question m'embarrasse, car je veux être premier ministre du Québec longtemps encore. Permettez-moi de finir le travail que j'ai commencé. ::

L'égalité, un principe de vie

Ce nouveau gouvernement égalitaire, je l'ai fait en pensant à l'avenir du Québec, mais aussi en pensant à mon épouse Michèle et à mes filles, Amélie et Alexandra.

Je veux qu'il soit clair pour elles, comme pour toutes les jeunes filles du Québec, qu'aucun sommet n'est hors de leur portée.

J'ai voulu briser le plafond de verre, cette barrière invisible qui fait que les femmes approchent des niveaux décisionnels, sans pour autant atteindre les premières marches.

Je l'ai fait aussi en pensant à mon fils Antoine. Je l'ai fait pour dire à tous les hommes du Québec, et spécialement aux pères, que l'égalité entre les femmes et les hommes ne peut être véritablement atteinte que si nous nous en faisons aussi des ardents promoteurs.

C'est pour moi, comme père et comme homme, un principe de vie.

Extrait du discours du premier ministre du Québec, Jean Charest, prononcé à l'occasion de l'inauguration de la 1^{re} session de la 38^e législature, le mercredi 9 mai 2007.

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

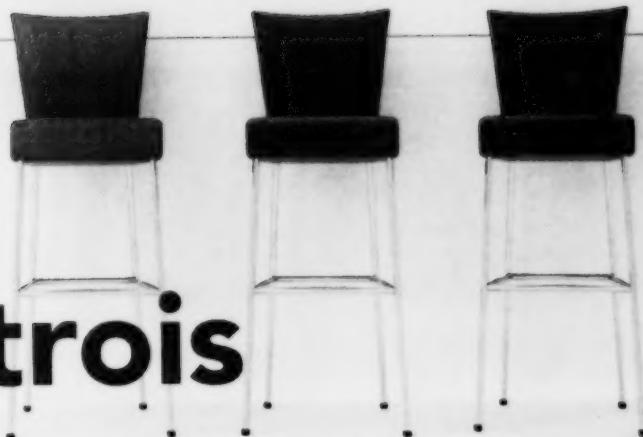
**Un acteur de premier plan
en recherche et en éducation sur
l'égalité des sexes et la diversité religieuse**

Consultez ses analyses et ses outils d'information
à
placedelareligion.cdpdj.qc.ca



Commission
des droits de la personne
et des droits de la jeunesse

Québec



Bilan à trois

Égalité des sexes, équité salariale, violence conjugale, pauvreté, accommodements raisonnables : les élues responsables de la condition féminine se prononcent sur les progrès effectués et ceux qui restent à faire. Entrevues avec la ministre Christine St-Pierre et les critiques de l'opposition Lucie Leblanc et Louise Harel.

par David Desjardins et Benoit L'Allier

• n moins de temps qu'il n'en faut pour dire ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, l'ex-journaliste Christine St-Pierre s'est vue coiffée d'un imposant chapeau, se retrouvant à la tête de nombreux dossiers chauds, dont celui des droits des femmes dans les cas d'accommodements raisonnables.

À ce titre, la ministre suit avec attention les travaux de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles, créée par le premier ministre en février dernier. Elle attend aussi un avis du Conseil du statut de la femme pour l'éclairer dans sa réflexion sur le sujet.

Un autre dossier tout aussi important lui tient à cœur : celui des agressions sexuelles. « Nous travaillons à un plan d'action avec le ministère de la Justice », expose Mme St-Pierre. Un bilan a été fait sur la question, et ce qui est intéressant dans les constats qui en ressortent, c'est que depuis quelques années, il y a un plus grand nombre de dénonciations. Cela s'explique sans doute par les



témoignages de Nathalie Simard et des sœurs Hilton. Ces histoires ont donné du courage aux victimes afin qu'elles dénoncent leur agresseur. Ce phénomène démontre aussi que les victimes font davantage confiance à notre système de justice. »

De nouveaux comportements

La ministre est ravie de l'engouement suscité par les récentes mesures de congés parentaux, qu'elle qualifie d'« énorme succès ». Rappelons qu'en 2006, plus de la moitié des nouveaux pères, soit 38 851 hommes, se sont pré-

valué du congé de paternité de cinq semaines non transférable à la mère.

Elle se félicite aussi des progrès en matière d'équité salariale. « Mais maintenant, relance-t-elle, il faut faire un effort dans le secteur privé pour atteindre l'équité salariale partout. » Outre le salaire, Christine St-Pierre se préoccupe des iniquités hommes-femmes dans la hiérarchie des entreprises et souhaite des améliorations. « Dans les universités, le nombre d'inscriptions des femmes dépasse celui des hommes. Mais quand elles arrivent sur le marché du travail, elles progressent moins rapidement. Heureusement, il y a des domaines où des améliorations sont notables. Par

exemple, dans certains bureaux d'avocats – un milieu très compétitif –, des mesures de conciliation travail-famille sont mises en place. Les choses avancent, mais il y a encore énormément de travail à faire. »



Lucie Leblanc, critique de l'opposition officielle adéquiste en matière de condition féminine, abonde dans le même sens que sa collègue libérale à propos de l'égalité financière entre les hommes et les femmes : « C'est essentiel au développement des femmes, de leur statut. Pourtant, malgré la Loi sur l'équité salariale, près de 50 % des entreprises de moins de 50 employés n'ont pas encore amorcé leurs démarches en ce sens. On doit s'assurer que la loi est appliquée, surtout que lorsqu'on regarde les domaines où elle ne l'est pas, on constate qu'il s'agit le plus souvent d'entreprises où les salaires sont les moins élevés. »

Rappelant que la conciliation travail-famille est aussi un enjeu de taille, Mme Leblanc salue les mesures prises par les précédents gouvernements, mais déplore que l'accessibilité à certains services essentiels aux femmes soit encore trop souvent restreinte. « Les garderies subventionnées, c'est une excellente initiative, mais dernièrement, je parlais avec une dame qui s'est présentée à mon bureau, et elle me disait : "Il n'y en a pas de places en garderie" », raconte la députée de Deux-Montagnes qui soutient que, comme société, on se donne trop rarement les moyens de nos ambitions. « On doit s'assurer que tous puissent bénéficier de façon équitable de ces services », clame-t-elle.

Lucie Leblanc ajoute qu'au-delà de cette importante question, d'autres problèmes de société affectent principalement les femmes. « La santé soulève énormément d'inquiétude chez les Québécois. Il ne faut pas oublier que ce dossier touche particulièrement les femmes, puisque ce sont encore elles qui doivent le plus souvent accompagner les enfants malades, qui doivent négocier ces absences avec leur employeur. Aussi, les aidants naturels sont souvent des femmes; forcées de quitter leur emploi, elles se retrouvent dans une position de vulnérabilité financière. Bref, il reste encore pas mal de chemin à faire pour parvenir à l'égalité, même si on en a déjà fait beaucoup. » D.D.

Après 30 ans de féminisme, la ministre constate que si notre société est devenue plus juste et respectueuse des droits des femmes, elle a aussi provoqué des bouleversements dans les rapports entre les sexes. Manque de modèles chez les garçons, insécurité et même détresse

de certains hommes sont désormais fréquemment évoqués. « Il faut écouter ce que ces hommes ont à dire, c'est très important », conclut-elle, rappelant que le féminisme n'est pas affaire de domination, mais d'équité et de justice. D.D.



Au lendemain de sa nomination à titre de porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de condition féminine, le 30 août dernier en remplacement d'Agnès Maltais, Louise Harel nous faisait part de ses priorités.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve connaît bien ces dossiers puisqu'elle a notamment été ministre responsable de la Condition féminine de 1996 à 1998. C'est aussi elle qui a déposé et fait adopter, en 1996, la Loi sur l'équité salariale, alors qu'elle était ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité.

La question de l'autonomie économique des femmes la touche particulièrement : « La pauvreté a un sexe et ce sont les jeunes femmes, en devenant mères, qui bien souvent deviennent à risque. » Mme Harel constate également des changements de valeurs chez la nouvelle génération, pour qui la famille prend une importance accrue, et reconnaît le désir tout à fait légitime des mères de vouloir passer plus de temps auprès de leurs enfants. Cependant, elle souhaite des mesures qui ne nuisent pas aux femmes, comme la possibilité de sécuriser le lien d'emploi dans le cas où une mère décide de rester à la maison au-delà du congé parental d'un an, ou la prolongation du congé lui-même.

Louise Harel s'inquiète aussi du recul de 5 % des femmes élues à l'Assemblée nationale lors des dernières élections (32 députées comparativement à 38 en 2003). « Je suis d'accord avec la recommandation du Conseil du statut de la femme d'octroyer un financement accru aux partis politiques qui feraient élire plus de candidates. Le Conseil suggère une proportion de 30 % de candidates; je crois qu'il faudrait viser 35 %. »

Parmi les autres dossiers qui retiennent son attention, mentionnons la santé des femmes, notamment le dépistage du cancer du sein chez les immigrantes, qui sont difficiles à joindre; l'hypersexualisation chez les jeunes; la violence conjugale et la situation des femmes autochtones. B.L. ::

Faculté de l'éducation permanente

La faculté d'évoluer



Faites connaissance... avec nos programmes de certificats

COMMUNICATION | Communication appliquée | Communication promotionnelle
| Français langue seconde pour non-francophones | Journalisme | Publicité | Rédaction
| Relations publiques | Traduction I et II

COURS DE LANGUES | Anglais | Français langue seconde

ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

GESTION | Gestion appliquée à la police et à la sécurité | Gestion des services de santé et des services sociaux
| Relations industrielles

INFORMATIQUE – modules

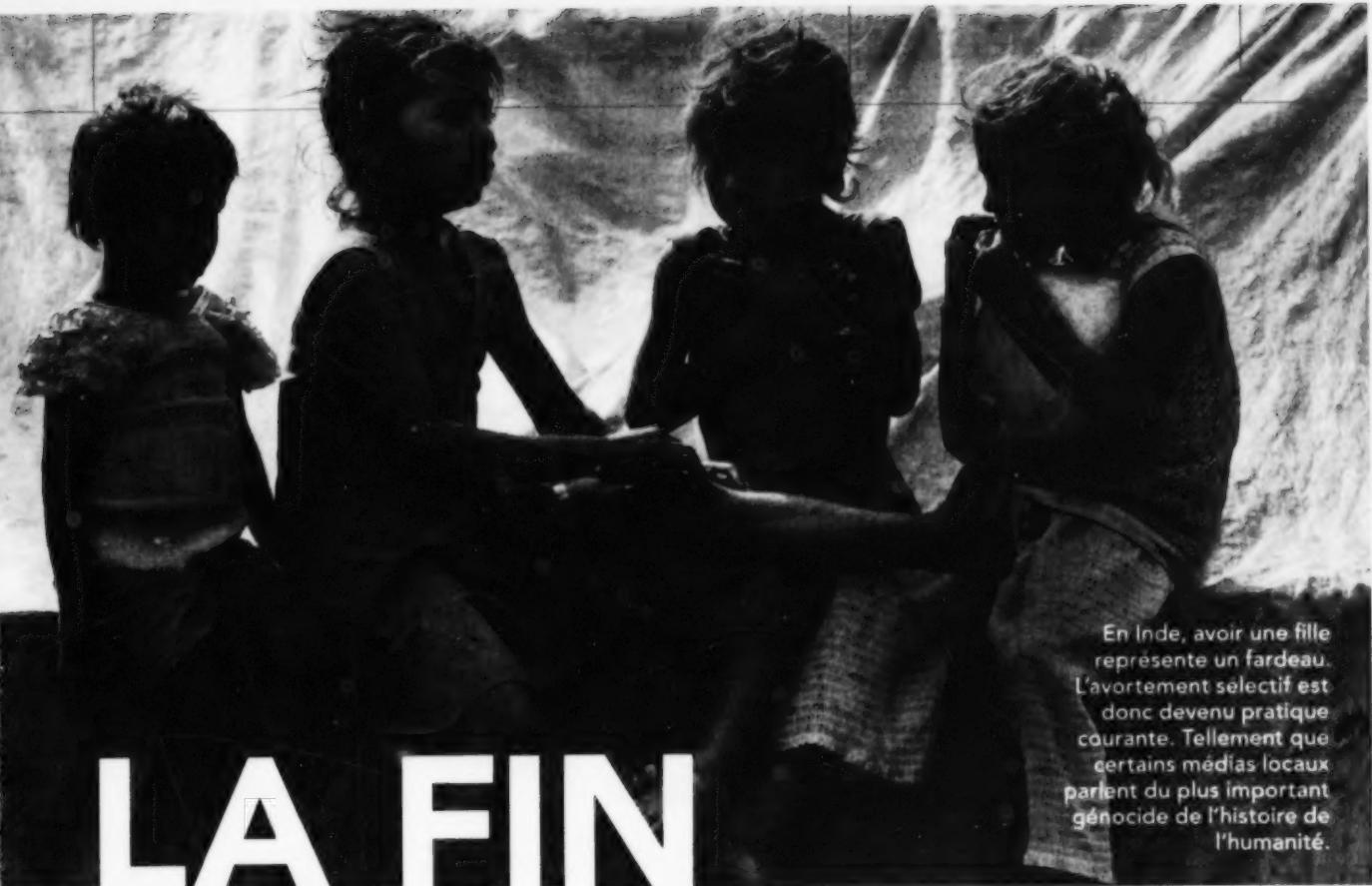
INTERVENTION | Coopération internationale - NOUVEAU | Criminologie | Droit | Intervention auprès des jeunes
| Intervention en déficience intellectuelle | Petite enfance et famille | Toxicomanies | Violence, victimes et société

SANTÉ | Gérontologie | Santé communautaire | Santé et sécurité du travail | Santé mentale

CAMPUS CAMPUS REGIONAUX FORMATION A DISTANCE FORMATION CONTINUE – pour les entreprises

514 343.6090 1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal



En Inde, avoir une fille représente un fardeau. L'avortement sélectif est donc devenu pratique courante. Tellelement que certains médias locaux parlent du plus important génocide de l'histoire de l'humanité.

LA FIN DES FILLES

En Inde, près de 36 millions de femmes manquent à l'appel. C'est plus que la population canadienne ! Les avortements sélectifs de fœtus féminins ont plongé le pays dans une crise. Notre envoyée spéciale a enquêté.

| par Karina Marceau

collaboration à la recherche : Julie Paquin

• • ans la camionnette qui nous mène à Patran, un petit village de l'État du Punjab, Manmohan Sharma me conseille la prudence. « Il te faudra être délicate dans ton approche. Les villageois sont méfiants et n'ont pas du tout envie de parler de cette histoire qui a terni leur réputation », prévient le travailleur social, membre de l'ONG Voluntary Health Association of Punjab.

« Cette histoire », c'est la découverte, en août 2006, de deux puits remplis de 160 fœtus féminins. Un faux médecin y jetait les corps des futurs bébés non désirés. Pritam Singh,

un ancien militaire, et son épouse, Amarjit Kaur, auraient même tenté de faire disparaître les preuves de leurs crimes en versant de l'acide sur les dépouilles. Les faiseurs d'anges sont maintenant en prison, où ils attendent un procès qui pourrait leur valoir jusqu'à 10 ans d'incarcération.

« À trois reprises, Pritam Singh m'a demandé d'aller jeter les fœtus dans le puits. Les deux premières fois, je l'ai fait. Mais la troisième fois, il m'a remis le corps d'un bébé d'à peu près six mois de gestation, dont il avait écrasé la tête. À ce moment, j'ai refusé et je suis allée voir la police. »

Celle qui parle ainsi s'appelle Pooja Verma. Avant qu'elle dénonce l'affaire, elle travaillait comme sage-femme au Sahib Singh Hospital. Enroulée dans une couverture, son fils de 4 ans sur les genoux, la mère de 35 ans relate l'histoire d'horreur. « Les femmes qui venaient ici étaient toujours accompagnées du mari ou de la belle-mère. Qui prenait la décision de l'avortement ? Je ne sais pas. Mais c'est une bonne chose que mes anciens patrons soient derrière les barreaux », juge-t-elle. Puis elle se ravise. « Ils n'ont pas reçu le traitement qu'ils méritent. On devrait leur faire la même chose qu'ils ont faite aux fœtus ! »

Après avoir livré son ex-patron, Pooja a été rejetée par ses compatriotes. La pratique des fœticides est soumise à l'omerta... Pendant qu'elle m'accorde un entretien, tout le village se réunit dans sa cour; hommes en turban sikh, femmes et enfants ne perdent pas une seule parole. Elle est seule contre tous, son mari étant à l'extérieur ce jour-là. Elle refuse néanmoins de se taire. « Pritam Singh était si arrogant, s'indigne-t-elle. Il était convaincu qu'il ne se ferait jamais prendre. Mais moi, j'ai parlé. »

« Pooja Verma est très courageuse. Il y a peu de femmes qui s'affirment dans cette région, encore moins qui vont jusqu'à porter plainte. Dénoncer les avortements sélectifs, c'est s'attaquer aux valeurs de toute une communauté et à un gros business », soupire Manmohan Sharma lorsque nous sommes de retour dans la camionnette, filant sur la route alors qu'un énorme soleil rouge se couche sur les champs du Punjab.

Le charnier de Patran a braqué les projecteurs du monde entier sur une pratique répandue en Inde : l'avortement sélectif des filles à naître. Le plus important génocide de l'histoire de l'humanité, affirment certains médias locaux.

L'avortement à grande échelle

Au minimum, 10 millions de femmes enceintes de fillettes se seraient fait avorter en 20 ans. C'est le chiffre avancé par le Dr Prabhat Jha, spécialiste en santé publique de l'Université de Toronto, après qu'il eut analysé les recensements indiens ainsi que les données d'une enquête nationale menée en 1998 auprès d'un million de foyers. « Il y a des études qui estiment que le

**Au minimum,
10 millions de femmes
enceintes de fillettes se
seraient fait avorter en
20 ans.**

nombre d'avortements sélectifs est de l'ordre de 1 à 2 millions par année. D'autres sont encore plus alarmistes. Notre estimation est vraiment conservatrice », précise le chercheur d'origine indienne, qui a publié ses résultats dans la prestigieuse revue médicale *The Lancet* (voir encadré p. 32). Les démographes estiment en général qu'il manque 36 millions de femmes en Inde, si on ajoute aux fœticides les infanticides et les cas fatals de maltraitance.

Si l'avortement est légal en Inde depuis 1971, le Pre-natal Diagnostic Techniques Act, voté en 1994, interdit aux médecins de divulguer le sexe du bébé. Mais jusqu'ici, un seul médecin a été condamné pour y avoir contrevenu. Le Dr Anil Sabhani et son assistante Katar Singh ont été contraints de verser 5 000 roupies d'amende (135 \$CA) et de purger deux ans de prison. Le procès a permis de mettre au jour certaines tactiques utilisées pour contourner la loi. Sans divulguer verbalement le sexe de l'enfant à naître, les docteurs écrivent en rouge dans le dossier médical lorsque la mère porte une fille ou invitent les parents à aller acheter des sucreries lorsque le fœtus est masculin.

La préférence pour les garçons demeure bien ancrée dans la mentalité indienne. L'échographie et l'avortement sont devenus une industrie florissante pour les médecins – les vrais comme les faux. À Delhi Sud seulement, un quartier de la capitale, on compte près de 2 000 cliniques d'échographie. Certaines offrent des forfaits incluant les deux « services » pour 3 000 roupies (80 \$CA). Si l'enfant à naître est un garçon, le coût de l'avortement est remboursé aux parents. Sinon... « Mieux vaut payer 2 500 roupies maintenant que 250 000 plus tard », clamaient il n'y a pas si longtemps certaines cliniques dans leurs publicités, en faisant



La sage-femme Pooja Verma a eu le courage de dénoncer son ancien patron, un faux médecin qui avortait des femmes enceintes de fillettes et jetait les fœtus dans un puits.

allusion à la dot que les parents doivent verser pour marier leur fille. Ce type de réclame est maintenant illégal, mais la pratique persiste.

« Malgré la loi, il se fait encore autant d'avortements sélectifs, une pratique que l'on retrouve dans toutes les communautés, et ce, peu importe la religion. Il n'y a aucune distinction entre les hindous, les musulmans et les sikhs », précise le Dr Prabhat Jha.

Toutefois, le déficit de femmes est particulièrement aigu dans les États du Punjab, du Rajasthan et de l'Haryana. C'est le *fœticide belt*, la « ceinture des fœticides ». Selon le Fonds des Nations Unies pour la population, entre 1996

et 1998, 81 % des avortements exécutés dans l'Haryana avaient pour but d'éliminer un fœtus féminin !

En me baladant à Asouti, petite bourgade de l'Haryana, dans le nord de l'Inde, une question me vient rapidement à l'esprit. Où sont les femmes ? J'en vois quelques-unes travailler aux champs, solitaires. Pourtant, devant le minuscule magasin général, une vingtaine d'hommes jouent aux cartes, observés par des bambins curieux.

Plus loin, par la porte entrebâillée d'une cour intérieure, j'aperçois une femme costauda trayant ses buffles. Deux jeunes filles s'affairent à préparer le repas; une troisième s'occupe

d'un bébé. L'entre. La femme s'appelle Lakshmi Rawat et elle a 42 ans. Après quelques minutes de discussion, elle m'avoue s'être fait avorter à cinq reprises. Toujours pour se débarrasser d'une fille. Coût de l'opération : 4 500 roupies (122 \$CA). Une fortune. « Mon beau-père m'a souvent dit que si je ne donnais pas naissance à un garçon, il allait remarié mon époux à une autre femme. Chaque fois que j'avais une fille, j'avais tout le village à dos. J'étais une moins que rien. J'étais si découragée et seule. Que faire ? Je dois respecter mes aînés et ma belle-famille », confie Lakshmi en recouvrant sa tête de son magnifique sari kaki. « J'ai souvent pensé mettre fin

Les deux filles du Dr Jha

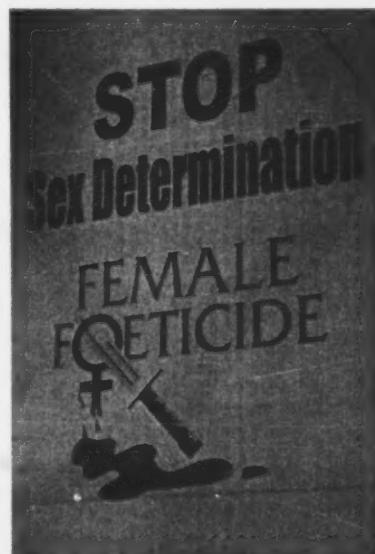
Les statistiques donnent froid dans le dos. En Inde, on compte 933 naissances de filles pour 1 000 garçons. C'est 117 bambines de moins que le ratio moyen établi par les démographes. « Mais ce pourcentage chute dramatiquement lorsque les parents ont déjà une fille. Lorsqu'ils en ont deux, par exemple, le ratio dégringole à 719 pour 1 000 », précise le Dr Prabhat Jha, professeur à l'Université de Toronto.

Le spécialiste en santé publique est revenu dans son pays natal, l'Inde, afin de poursuivre des études démographiques. Dans sa chambre d'hôtel de Delhi, il surveille du coin de l'œil ses deux fillettes, qui jouent calmement à la poupée dans un salon adjacent. Ce qui l'a le plus étonné dans ses recherches ? L'avortement sélectif de fœtus féminins est plus répandu chez les riches éduqués que chez les pauvres illétrés. « Généralement, on imagine que ce qui est mauvais en termes de santé publique est lié à la pauvreté et au manque d'éducation, explique-t-il. Nous avons trouvé complètement l'op-

posé. Ceux qui ont plus qu'une 10^e année d'études ont deux fois moins de filles que ceux qui ne sont pas éduqués. Le problème est donc plus préoccupant chez l'élite urbaine éduquée qui a accès aux échographies. »

L'Association médicale de l'Inde, qui représente près de 2 millions de docteurs, a désavoué en bloc l'étude du médecin canadien. « Les statistiques ont des erreurs. Dans beaucoup de villages, les naissances de petites filles ne sont pas rapportées; elles ne comptent pas aux yeux des familles. Je ne dis pas que les avortements sélectifs ne se produisent plus, mais depuis 1994, cette pratique a été largement freinée », rétorque le Dr Narendra Saini, porte-parole de l'organisation. Paradoxalement, à la sortie de l'immeuble où il travaille, une gigantesque affiche condamne les fœticides...

Prabhat Jha se montre plus inquiet. « Je suis horrifié par ce qui arrive. Pour moi, il n'y a aucune différence entre les garçons et les filles. En même temps, je peux comprendre les familles qui



Karina Marceau

À Delhi, des affiches témoignent de la gravité du problème.

font le choix d'un garçon. Elles ont des raisons de le faire. Je suis en désaccord, mais il faut saisir le problème dans son ensemble. » Le Dr Jha entreprend maintenant une nouvelle étude pour vérifier si les avortements sélectifs de fœtus féminins sont aussi pratiqués dans les communautés indiennes aux États-Unis et au Canada.

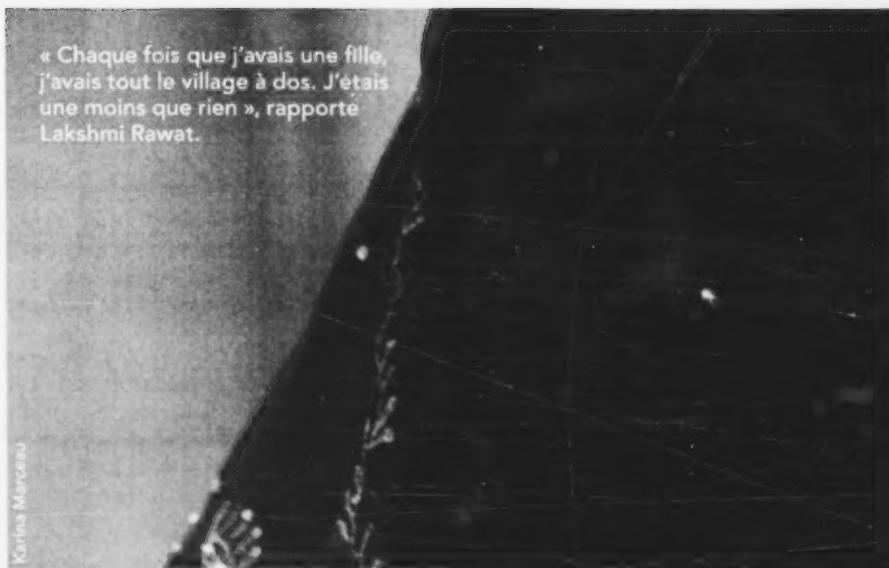
à mes jours... » Au terme de sa neuvième grossesse, Lakshmi a enfin mis au monde un garçon.

« Le jour de la naissance de notre première fille, mon mari et moi avons commencé à travailler comme des fous en prévision de son mariage, raconte-t-elle. J'ai deux filles à marier bientôt. Nous avons mis notre terre en garantie pour payer les dots. Si nous ne payons pas ce que les familles demandent, les parents des mariés vont choisir d'autres filles que les nôtres. Elles ne pourront pas se marier. Nous n'avons pas le choix. Mais si nous ne remboursons pas notre dette, nous perdrions notre terre. »

Arroser le jardin du voisin

En Inde, la naissance d'une fille représente un véritable fardeau financier. « Élever une fille, c'est comme arroser le jardin d'un voisin », affirme d'ailleurs un proverbe bien connu.

Même si la dot est illégale en Inde depuis 1961, les parents de la mariée versent encore un gros montant en argent et en biens aux parents du marié. La valeur du pactole peut représenter jusqu'à cinq fois le revenu annuel familial. Dans ce pays émergent où les valeurs consuméristes montent en flèche, la tradition est devenue un sordide prétexte à marchandage. Les belles-familles exigent désormais tout ce que la modernité peut offrir : tél-



viseurs, ordinateurs, voitures même. Avoir un fils à marier garantit l'ascension sociale. Bref, la dot est devenue un système économique en soi. Chaque année, près de 7 000 femmes sont brûlées vives pour cause de dot impayée.

En janvier dernier, le centre pour femmes victimes de violence Satya Jyoti Trust, au Rajasthan, hébergeait six femmes, dont deux avaient subi une tentative d'assassinat par la belle-famille pour une dot jugée insuffisante. Mais la dot n'est qu'une partie du problème. C'est le garçon qui prend soin de ses parents dans leurs vieux jours, en l'absence d'un système de sécurité sociale. C'est le garçon qui hérite de la terre, même si le droit civil, en théo-

rie, accorde aussi ce privilège aux filles.

« Et la tradition hindoue veut que ce soit le fils qui allume le bûcher funéraire des parents décédés, sinon l'âme ne pourra pas accéder au nirvana », explique la fondatrice du centre, Jyoti Cariappa Saykia.

« On traite les femmes comme des machines à produire des garçons », soupire Shailaja Chandra, directrice du Fonds national de stabilisation de la population, un organisme chapeauté par le gouvernement. Les Indiennes sont victimes de rejet collectif si elles ne donnent pas naissance à un fils. « Pour être reconnue et appréciée par la communauté, la femme doit accoucher d'un mâle. Cette mentalité est si



Collectivement pour un monde différent

et l'éducation en est la clé

Centrale des syndicats
du Québec



www.csq.qc.net

profondément ancrée dans la psyché indienne que les femmes elles-mêmes l'acceptent. Quand une mère donne naissance à une fille, les infirmières et les sages-femmes quittent la salle d'accouchement sans dire un mot. Pas de félicitations, rien ! En fait, personne ne célébre l'arrivée d'un bébé fille. »

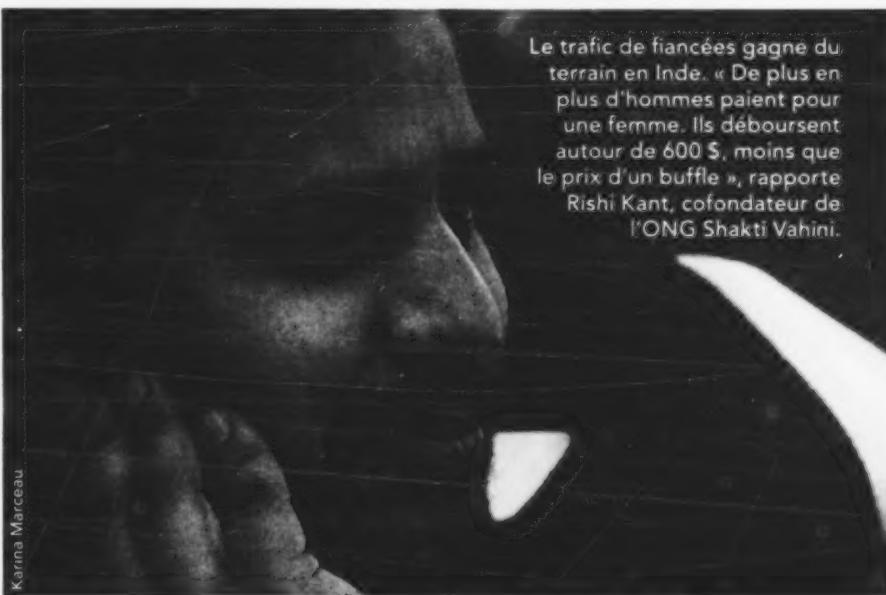
Après 18 heures de train et 6 heures de jeeps sur les routes étroites du Rajasthan, me voilà dans le district de Barmer, à la frontière du Pakistan. Il est 5 h du matin. Une douce lumière dorée enveloppe le vaste territoire désertique. Au loin, un berger promène ses chèvres à la recherche des trop rares bosquets. Le tintement des clochettes des bêtes s'entremèle à la légère brise, composant une délicate mélodie. De cet endroit émanent le calme et la paix. Pourtant, je me trouve sur la terre du peuple rājput, de la caste des guerriers, réputé pour son habileté à manier l'épée, son sens de l'honneur... et son machisme.

Les Rājputs ont longtemps glorifié le *jauhār*, coutume qui veut que les femmes, en cas de défaite du clan, se suicident en masse sur un bûcher funéraire afin d'échapper à l'ennemi. En 1535, lors d'une bataille contre les musulmans moghols, 13 000 femmes s'immolèrent pour sauver l'honneur des guerriers morts au combat. Heureusement, cette pratique a disparu.

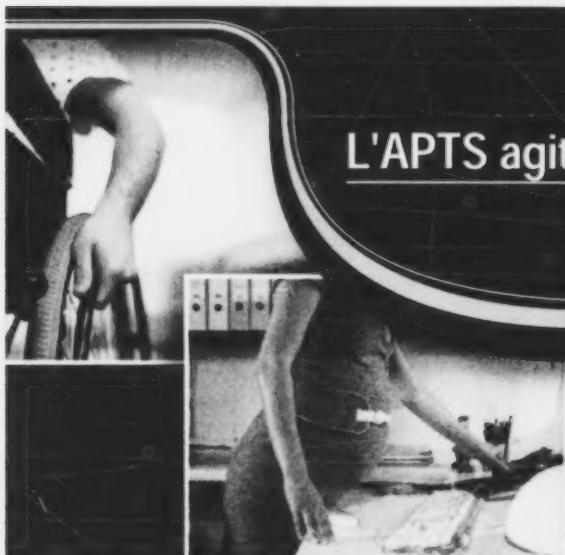
Un grand homme d'une soixantaine d'années arrive, coiffé d'un superbe turban multicolore. Il est le chef du village de Khotda. Dans sa région, les femmes ne représentent que le quart de la population. « C'est beaucoup mieux que par le passé, alors qu'on ne comptait que 10 % de femmes, dit-il. On fait de plus en plus de sensibilisation pour éviter que les bébés féminins soient tués à la naissance. » Si les avortements sélectifs sont rares là-bas, en revanche, les infanticides sont encore pratiqués. « Lorsqu'une fille naît, il arrive par-

fois que la mère mette du sable dans le nez et la bouche du bébé pour l'étouffer. En moins de deux minutes, l'enfant meurt. Certaines utilisent aussi de la drogue pour mettre fin à la vie de la fillette. Les gens sont pauvres alors c'est difficile pour eux d'avoir une autre bouche à nourrir. De plus, ils ne sont pas en mesure d'accumuler suffisamment d'argent pour payer la dot », résume calmement l'homme au visage buriné par le soleil.

Le trafic de fiancées gagne du terrain en Inde. « De plus en plus d'hommes paient pour une femme. Ils déboursent autour de 600 \$, moins que le prix d'un buffle », rapporte Rishi Kant, cofondateur de l'ONG Shakti Vahini.



Karina Marceau



L'APTS agit pour garantir le droit à l'égalité



Alliance des personnels
professionnels et techniques
de la santé et des services sociaux

info@apts.ca www.apts.ca

Cette funeste habitude déstabilise l'équilibre démographique de la communauté et provoque moults drames humains. Nombreux sont les hommes qui ne trouvent pas de femme à marier (voire encadré). Bisamsingh, un résident du district de Barmer, est de ceux-là. Malgré ses 50 ans, il est toujours célibataire. « Je n'ai pas été capable de me trouver une épouse. Je suis trop pauvre. Les riches peuvent payer; pas moi. C'est peut-être mon destin de ne pas être marié, mais je peux vous dire qu'aucun homme ne peut vivre sans une femme ! Pour compenser, j'essaie de trouver mon affection auprès de Dieu », complète-t-il d'un air résigné.

Ce phénomène d'hommes célibataires a alarmé le juge qui a entendu la première cause touchant le Pre-natal Diagnostic Techniques Act. Dans son jugement, il rappelait les statistiques : 36,25 % des hommes de 15 à 44 ans ne sont pas mariés, selon le recensement de 1991. Dans certaines régions, ce pourcentage grimpe à 44 %, et la situation s'est aggravée depuis. « Il n'est pas loin le jour où nous ne verrons plus de filles autour de nous », concluait le magistrat.

Épouses de contrebande

Certains hommes sont prêts à tout pour trouver une épouse. Même à l'acheter. Des réseaux criminels bien organisés s'affairent au trafic de fiancées en provenance de régions voisines où le débordement démographique se fait moins sentir. « De plus en plus d'hommes paient pour une femme », affirme Rishi Kant, cofondateur de Shakti Vahini, une ONG qui combat le trafic d'êtres humains. « Ils déboursent autour de 600 \$, moins que le prix d'un buffle. Ces adolescentes proviennent

généralement des États les plus pauvres, comme le Bengale-Occidental, le Bihar et l'Andhra Pradesh, où les parents sont prêts à marchander leurs filles. Il y a aussi beaucoup de trafic en provenance du Népal; les Indiens sont friands des Népalaises, qui ont la peau plus claire. Des êtres humains sont achetés pour des mariages de contrebande. C'est une vraie honte pour notre pays ! »

« Dénoncer les avortements sélectifs, c'est s'attaquer aux valeurs de toute une communauté et à un gros business. »
Manmohan Sharma, de l'ONG Voluntary Health Association of Punjab

est si criant qu'il provoque même des cas de polyandrie. Des frères, incapables de tous se marier, se partagent la même femme.

Rishi Kant m'amène dans un orphelinat surpeuplé de Karnal, dans le nord de l'État de l'Haryana. Au loin, un muezzin appelle les musulmans à la prière alors que les gamins, assis sur le sol, mangent leur riz en silence. Parmi eux, quatre jeunes filles que Rishi a sauvées des trafiquants. Mukesh, 16 ans, est originaire de Calcutta, dans l'État du Bengale-Occidental, à l'autre extrémité du pays. D'un filet de voix à peine audible, le regard fuyant, elle raconte comment un jeune homme croisé dans la rue l'a enlevée pour la conduire à Delhi. Là-bas, la jeune musulmane a été mariée à un hindou beaucoup plus âgé qu'elle. Neuf mois après cette union de contrebande, elle a accouché d'un garçon. Sauvagement battue à plusieurs reprises, l'adolescente a été repérée par l'un des 15 000 bénévoles de l'ONG Shakti Vahini et rescapée. Son fils, en revanche, habite toujours avec le père. Mukesh n'a qu'un seul rêve : retourner dans sa famille.

La Commission nationale des droits humains estime que 45 000 enfants sont enlevés chaque année en Inde. Le trafic d'organes y est pour quelque chose, mais la vaste majorité des



Moins de femmes, plus de guerres ?

D'ici 2020, l'Inde pourrait connaître un surplus d'hommes évalué à près de 15 % de la population adulte ! La Chine, elle, comptera 30 millions de célibataires masculins. Ces garçons sans espoir de descendance ont été baptisés « branches nues » par les démographes, en référence aux branches d'arbres sèches et cassantes qui ne donnent jamais de fruits. Ils n'ont jamais été aussi nombreux dans l'histoire humaine. Et leur manque de sécurité affective n'augure rien de bon...

Dans le livre *Bare Branches: The Security Implications of Asia's Surplus Male Population* (MIT Press, 2004), deux politologues, l'Américaine Valerie M. Hudson et la Canadienne Andrea M. den Boer, sonnent l'alarme sur ce drame qui met en danger la sécurité internationale. « Les gouvernements répondent parfois aux déficits démographiques en enrôlant les hommes célibataires dans des campagnes militaires et dans des projets publics à haut risque. Les pays détenant un ratio élevé d'hommes par rapport aux femmes ont tendance à développer des systèmes politiques autoritaires », écrivent les auteures. Le déséquilibre démographique menace la stabilité des deux plus gros pays de la planète, qui regroupent 40 % de la population mondiale. Qu'arrivera-t-il à l'Inde, la plus grande démocratie du globe ? La question reste entière.

victimes sont des jeunes filles destinées à des mariages de contrebande ou à la prostitution. Le mariage de mineures est aussi très commun. L'UNICEF estime que 50 % des Indiennes sont mariées avant l'âge de 18 ans. Pourtant, la loi l'interdit.



Karma Mancuso

« Le trafic et la violence envers les femmes augmentent, la demande pour des prostituées est en hausse et la transmission du sida est galopante », rapporte Manmohan Sharma, de l'ONG Voluntary Health Association of Punjab.

Réintégrer dans leur communauté les adolescentes qui ont été enlevées n'est pas une tâche facile. « Il y a toutes sortes de tabous en Inde, soupire Rishi Kant. Quand une fille a été abusée sexuellement, les parents ne l'acceptent pas. Ils pensent qu'elle est ruinée. Lui offrir une nouvelle vie est tout un défi. » Le travailleur social de 35 ans désigne une adolescente silencieuse, Sumedha, née dans une tribu du Bengale-Occidental. « Elle ne parle même pas le hindi, qui est la langue utilisée ici. Regardez ses yeux. On voit à quel point elle est apeurée. Elle ne peut dire quoi que ce soit. Ces filles ont été trafiquées; ça signifie que les lois du pays ont échoué. C'est la responsabilité du gouvernement de leur redonner une vie ! » Son organisme arrive à financer les opérations de sauvetage, mais n'a aucun budget pour offrir des services d'aide psychologique ou de raccompagnement à la maison.

Bordel en vue

La raréfaction des femmes est loin d'améliorer leur sort. « Le trafic et la violence envers les femmes augmentent, la demande pour des prostituées est en hausse et la transmission du sida est galopante. Les répercussions sont énormes pour l'ensemble de la société indienne », analyse Manmohan Sharma, de l'ONG Voluntary Health Association of Punjab. Une étude publiée l'an dernier par une commission gouvernementale indienne indique que le nombre de prostituées s'est

accru de 50 % au cours de la dernière décennie, pour atteindre 3 millions dans tout le pays. Environ 35 % d'entre elles ont moins de 18 ans.

Un des centres névralgiques de la prostitution est le Red Light de Delhi : un quartier commercial hyper achalandé où motos-taxis, charrois à bœufs et voitures se côtoient dans un chaos organisé. Au rez-de-chaussée des immeubles, les commerces vendent de la machinerie et des outils. À l'étage, des milliers de prostituées s'entassent dans de petits appartements pour y vendre leur corps. De la rue, on peut en apercevoir, derrière le grillage, qui prennent l'air entre deux clients. Ici, 12 % des filles sont séropositives.

En montant l'escalier étroit et sans lumière d'un bordel, je croise quelques clients satisfaits qui retournent à leurs occupations. À l'étage se trouvent 40 prostituées et de nombreux enfants. L'endroit est humide et sombre. « J'avais des problèmes familiaux à la maison, raconte Camla, 35 ans. J'ai rencontré une femme qui vendait des ustensiles et qui m'a dit que je pouvais faire la même chose pour gagner ma vie, mais elle m'a amenée ici. J'avais alors 20 ans. La vie est très difficile. Les clients sont souvent en état d'ébriété et violents. Avec le temps, j'ai appris à les amadouer, mais que faire d'autre ? J'ai eu deux enfants de mes clients et je dois les nourrir. » La pulpeuse jeune femme dit faire six clients par jour à 200 roupies (6 \$CA) chacun.

**ÉGALITÉ
ET
SOLIDARITÉ**

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

FTQ

La FTQ, une centrale inclusive et soucieuse du mieux-être de toutes

www.ftq.qc.ca

Les prostituées de Delhi, comme Camla, constatent que de plus en plus d'hommes célibataires cherchent auprès d'elles le contact physique qu'ils n'ont pas auprès d'une épouse.

Une « collègue », qui refuse de donner son nom, est entrée au bordel à 14 ans, il y a déjà une décennie. « Quand je suis arrivée, je pensais être en enfer. Recevoir des clients parfois si vieux ! Je savais que je n'étais pas à un bon endroit pour moi. Mais je viens d'une famille très pauvre du Bengale-Occidental où nous n'avions rien à manger. Je suis donc venue travailler ici de mon propre chef pour envoyer de l'argent aux miens. »

Les prostituées constatent qu'effectivement, de plus en plus d'hommes célibataires cherchent auprès d'elles le contact physique qu'ils n'ont pas auprès d'une épouse. « Si tu manges tous les jours, c'est bon; si ce n'est pas le cas, tu t'organises pour manger, illustre une autre fille, sous couvert de l'anonymat. Même chose pour le sexe. Nous rencontrons toutes sortes de clients ici, de toutes les religions, de toutes les castes. Il y a beaucoup d'étudiants. Certains nous disent : "Je ne suis pas marié, viens, partons ensemble !" »

Dans ce pays de paradoxes où les traditions ancestrales se heurtent à la modernité, l'échographie et l'avortement, des actes médicaux censés contribuer au bien-être des femmes, se retournent contre elles. « Nous nous sommes battues pour le droit à l'avortement afin que les femmes puissent être maîtres de leur corps, et c'était nécessaire, rappelle Shailaja Chandra, du Fonds national de stabilisation de la

population. L'interruption de grossesse n'est pas le problème. L'enjeu est le trop peu de valeur accordé aux femmes, qui sont considérées comme une marchandise. L'arrivée de l'échographie n'a fait qu'accentuer cette réalité pour la transformer en crise démographique. »

Le gouvernement semble de plus en plus au fait de la menace. Le 15 août 2006, lors du discours de la fête de l'Indépendance, le premier ministre Manmohan Singh déclarait : « Je rêve d'une Inde où nos mères, nos sœurs et nos filles pourraient vivre dignement et en sécurité. Nous devons mettre un terme aux fœticides féminins. » Deux semaines plus tard, le gouvernement décrétait 2006-2016 la Décennie pour la sauvegarde des filles.

Mais les bonnes intentions ne suffisent pas. Encore faut-il qu'elles se transforment en actes. Renuka Chowdhury, ministre de la Condition féminine et de la Famille, m'avait invitée formellement à la rencontrer pour discuter des actions concrètes que le gouvernement entend prendre afin de mater la crise des avortements sélectifs. Son bureau n'a jamais retourné mes nombreux appels... ::

Ce reportage a été rendu possible grâce à la bourse Nord-Sud, octroyée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et financée par l'Agence canadienne de développement international.

Karine Nadeau

Le Red Light de Delhi, un des centres névralgiques de la prostitution en Inde.

Écrire avant tout !

Femme de lettres, journaliste, fondatrice d'un bimensuel féminin : Robertine Barry, alias Françoise, a marqué la fin du 19^e siècle par son audace et sa plume vive.

- **L**orsque Émile Nelligan a écrit son poème « À une femme détestée », il pensait à Robertine Barry. Cette femme de lettres célèbre l'avait pourtant accueilli 100 fois dans son chic appartement de la rue Saint-Denis. Elle l'avait longuement écouté lire ses vers avec, dans les yeux, un éblouissement que le poète a peut-être confondu avec de l'amour...

Au tournant du 20^e siècle, Robertine Barry était l'une des personnalités littéraires les plus en vue du Québec. Son recueil de contes, *Fleurs champêtres*, publié sous son nom de plume Françoise, lui avait valu d'être comparée à ses contemporains français George Sand et Balzac. La bourgeoisie recevait les artistes et les intellectuels pour des *five o'clock teas*, véritables fêtes de l'esprit où l'on discutait art, littérature et politique en faisant tourner le phonographe.

Émerveillée par le talent de Nelligan, l'écrivaine l'avait pris sous son aile. Le jeune homme d'à peine 20 ans confiait ses désirs et ses ambitions à cette femme de 36 ans qu'il appelait sa « sœur d'amitié ». Puis, une brouille obscure est survenue. On croit que Nelligan aurait vainement souhaité pousser leur amitié un peu plus loin... « Depuis que vous m'avez froissé, jamais depuis, n'ai-je pu tempérer cette intime brûlure », écrit-il dans son poème. Il ne voudra plus la voir.

Une des premières femmes à vivre de sa plume, Robertine Barry a eu une vie trépidante, participant comme journaliste aux débats de société, voyageant en Europe, nouant des relations avec les grands de ce monde. Ce qu'elle donne à voir du Québec de son époque est beaucoup plus coloré et intéressant que ce qu'on a appris dans les cours d'histoire...

Robertine Barry naît dans une famille aisée à l'île Verte, dans le Bas-Saint-Laurent, le 26 février 1863. Son père, John Edmund Barry, est un riche commerçant de bois d'origine irlandaise. Sa mère, Aglaé Rouleau, vient d'une famille bien nantie de la région; bonne et pieuse, elle suit à la lettre les préceptes de l'Église et met au monde 13 enfants.

La jeune Robertine reçoit une excellente éducation. Après ses études secondaires au couvent Jésus-Marie à Trois-Pistoles, ses parents l'envoient chez les Ursulines de Québec, où elle est pensionnaire pendant deux ans. On peut penser qu'elle a pris très tôt la décision de ne pas se marier, ayant vu sa mère s'alourdir sous le poids des grossesses et être coupée des plaisirs de l'esprit. Ouverte sur le monde, parfaitement bilingue, la jeune femme refuse aussi de vivre sous la coupe de l'Église.

À 28 ans, elle devient la première Québécoise à gagner sa vie comme journaliste ; elle signe d'un pseudonyme, comme le faisaient toutes les femmes qui écrivaient. « Françoise » écrit dans *La Patrie*, journal montréalais à grand tirage fondé en 1879 par le libéral Honoré Beaugrand. Chaque semaine, elle publie sa « Chronique du lundi » en première page, dans laquelle elle décrit les saisons qui passent, un trajet en tramway ou un après-midi à la kermesse.

Sa plume est drôle, imagée et

acérée, un peu comme celle d'un Pierre Foglia d'une autre époque. La journaliste traite d'éducation, de religion, de santé, de rituels religieux et sociaux, mais jamais de politique, sujet réservé aux hommes.

« On permet au chroniqueur à barbe de traiter à peu près tous les sujets, mais il est des sentiers où nous, femmes, ne pouvons nous aventurer à moins de relever le bas de nos jupes afin de ne pas trainer



Robertine Barry vivait de sa plume, une prouesse pour une femme au tournant du 20^e siècle.

dans la boue », écrit-elle le 4 avril 1892. Cette idée que la politique était trop sale pour les femmes était très répandue et acceptée, même dans les milieux les plus progressistes canadiens-français. D'ailleurs, la journaliste libérale s'opposait au droit de vote des femmes, une idée qui commençait à faire jaser mais qui était jugée radicale.

Protectrice des arts et de la culture, elle l'est tout autant de la veuve et de l'orphelin. Dans ses chroniques, elle plaide avec fougue en faveur de meilleures conditions de vie pour les enfants, les vieillards et les femmes. Pour ces dernières, elle revendique l'accès à l'université, bastion masculin. Elle rêve tout haut du jour où des femmes enseigneront à d'autres femmes dans ces grandes institutions. Elle encourage aussi leur travail rémunéré, gage d'indépendance financière.

À *La Patrie*, Françoise rédige également le « Coin de Fanchette », premier courrier du cœur québécois, où les lectrices lui écrivent pour recevoir ses conseils.

En 1895, la journaliste lance malgré elle un pavé dans la mare en publiant son recueil de contes, *Fleurs champêtres*, dans lequel elle souhaitait dépeindre les mœurs populaires rurales avant que la modernité ne les fasse disparaître... Encensé par la critique, son livre ne plaira pas à tout le monde. Le rédacteur en chef du journal conservateur *La Vérité*, Jules-Paul Tardivel, publie un papier dévastateur. Il accuse Françoise de dresser un portrait peu reluisant des paysans et d'omettre la religion dans ses descriptions. S'ensuit une guerre dans les médias, des journalistes prenant parti pour l'écrivaine, d'autres pour Tardivel.

En 1900, Françoise est nommée représentante du Québec à l'Exposition universelle de Paris avec Joséphine Marchand-Dandurand, une autre journaliste. Son séjour en Europe dure environ six mois, pendant lesquels elle rédige pour *La Patrie* ses « Lettres de Françoise », qui instruisent les lecteurs d'ici sur les débats d'idées qui agitent la France. À Paris, elle fréquente le théâtre et est invitée dans les salons les

plus prestigieux, dont celui de l'auteure et directrice de la *Nouvelle Revue*, Juliette Adam, où passent les hommes politiques et les écrivains les plus célèbres. Françoise gardera de ce séjour des amitiés solides.

À son retour, la journaliste quitte *La Patrie* pour fonder son propre magazine, *Le Journal de Françoise*, un bimensuel féminin qui rassemblera des textes des meilleures écrivaines, dont Juliette Adam, Laure Conan, Marie Gérin-Lajoie et Joséphine Marchand-Dandurand, ainsi que des textes des poètes Louis Fréchette et Émile Nelligan. En 1904, son ancien protégé, qui souffre de graves troubles mentaux, fait paraître son premier recueil de poésie, salué par la critique. Françoise publie un émouvant commentaire : « Presque toutes les poésies que contient le livre d'Émile Nelligan, je les ai entendues de sa bouche, et combien je regrette la sourde mise alors à mon admiration, de crainte d'éveiller dans cette âme si jeune la semence pernicieuse d'un dangereux orgueil. »



La « Chronique du lundi » du 4 avril 1892 signée par « Françoise ».

Françoise est au faite de sa gloire. Elle vient d'être admise au Club Lyceum, une association européenne de femmes qui promeut les lettres, les arts, les sciences et les œuvres humanitaires – et dont plusieurs membres créeront l'ancêtre du prix littéraire Femina. Elle a aussi reçu du gouvernement français le titre honorifique d'officier d'Académie. En 1905, elle repart en Europe pour représenter les Canadiennes à l'Exposition universelle de Milan.

L'intellectuelle publie le *Journal de Françoise* jusqu'en 1909, alors que sa santé commence à décliner. Elle est ensuite nommée par le premier ministre du Québec, Lomer Gouin, au poste d'inspectrice du travail féminin dans les manufactures. Sa mission

est dans la lignée de son engagement social de journaliste : dénoncer les situations où l'on abuse du travail des femmes. Malheureusement, elle ne pourra la mener à bien. Elle mourra précipitamment en 1910, laissant le souvenir d'une femme libre, talentueuse et rassembleuse. Elle en inspirera des centaines d'autres à suivre le chemin des lettres et de la culture. ::



La mort vivante

Entre la poésie, la nouvelle, le récit et l'essai, le nouveau livre d'Élise Turcotte sort des cadres littéraires pour n'obéir qu'à la volonté de son auteure. À tel point que le lecteur se demande parfois s'il ne s'agit pas carrément d'un recueil de souvenirs ou d'une méditation très personnelle sur la mort et la vie. La narratrice tourmentée, observatrice et réfléchie serait-elle Élise Turcotte elle-même ? « C'est dur à dire, répond la principale intéressée. Moi, je parle d'une narratrice. Mais c'est toujours un peu ça, le travail d'écriture : créer un double de soi qui n'est pas vraiment soi. Cela dit, c'est clair qu'on entend très bien ma voix dans ce livre-ci. »

Son titre, déjà, intrigue : *Pourquoi faire une maison avec ses morts*. Pourquoi ? La question ne serait-elle pas plutôt

« comment » ou « est-il possible de » faire une maison avec ses morts ? Par définition, on habite une maison, on y vit. Les morts peuvent-ils vraiment en constituer le matériau de base ? Oui, répond sans ambages l'écrivaine et poète dont le dernier roman, *La Maison étrangère*, a reçu le Prix du Gouverneur général. « On croit qu'on n'a plus de tabous aujourd'hui, mais on se trompe, bien sûr. Tout ce qui est deuil, douleur, corps vieillissant, tout ce qui est moins beau, on ne veut pas y penser. » En ce sens, faire une maison avec ses morts implique de regarder la mort en face et de cultiver le souvenir des défunts. C'est dur. Ça prend du temps. Mais en leur bâti une maison, on assigne nos morts à demeure, les empêchant ainsi d'errer dans tous les coins de notre vie.

Au fil des sept récits qui composent le recueil, la prose poétique et philosophique d'Élise Turcotte esquisse la silhouette d'une femme étrangement seule malgré la présence de ses deux brillants enfants et des nombreux hommes qui se brûlent les ailes auprès du trio. La fin de l'enfance, de l'amour ou d'une illusion, le suicide d'un ami, le deuil du père, le décès d'un oiseau de compagnie : autant de morts auxquelles la narratrice doit survivre malgré la tentation du vide qui l'entoure par moments. Mais si l'éclat bleuté de la mort teinte chaque mot, l'ensemble n'a rien de morbide, la poète ayant mis son art au service d'une phrase vivante et forte. « Bizarrement, j'ai eu beaucoup de plaisir à écrire ce livre-là, confie-t-elle. Il y a une distance presque documentaire qui fait en sorte que le livre n'est pas triste, je crois. » Pas triste, en effet, mais pas joyeux non plus. Méditatif, dirons-nous.

Tout comme les médecins légistes des romans policiers qu'elle dévore, Élise Turcotte aborde la mort comme un signe ou un symbole qui renvoie à la vie. « Le passage par la symbolisation fait partie de l'humanité », explique-t-elle. L'écrivaine fait ainsi souvent appel aux animaux qui peuplent depuis longtemps les mythes et l'imaginaire symbolique de l'homme. « J'ai l'impression que dans un monde aussi précaire que le nôtre, la force vitale qu'on sent chez les animaux retrouve sa force symbolique. » Quand la narratrice croise leur regard fixe « comme une bille au fond d'un puits », c'est un peu comme si elle regardait sa propre mort, bête sauvage tapie au fond d'elle-même.

Ainsi Élise Turcotte parle-t-elle de la Grande Faucheuse sans jamais prétendre l'apprivoiser ni chercher à en tuer le mystère, se demandant simplement comment aimer la vie quand la possibilité de la mort est là, tout près. |

Pourquoi faire une maison avec ses morts,
Élise Turcotte, Leméac, 125 p.

Sang cœur



Après *Les Huit Cahiers* et *Le Cantique de Meméia*, Les Allusifs publient le troisième volet de la « trilogie de la torture » d'Heloneida Studart. Méconnue dans notre coin de l'Amérique, cette grande dame de la littérature brésilienne signe des livres engagés, dénonçant les conflits larvés et les injustices de son pays. Imagée mais sans aucune préciosité, la plume crue de Studart trace ici le profil d'un bourreau : dans les années 1970, le jeune Carmelio fait couler le sang pour le compte de la dictature. Son cœur est glacé, mais une femme brillante le fera bientôt fondre... |

Le Bourreau, Heloneida Studart, Les Allusifs, 345 p.

Le féminin de mentor

Dédié à l'éducation citoyenne et politique, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie a fondé en 2004 l'École Femmes et démocratie, qui offre un programme de mentorat féminin en politique. Sont ici analysés en profondeur les résultats de ce programme ainsi que ceux d'initiatives similaires dans le monde. |

Le Mentorat en politique auprès des femmes, Martine Blanc et Christine Cuerrier, Éditions du remue-ménage, 136 p.



Cortège villageois



Tout commence avec un orage dont la violence folle emporte la vie d'un petit garçon. Son cortège funéraire se composera des vivants et des morts dont les amours, les erreurs et les démences ont façonné un petit village grec perdu dans les montagnes. Aussi dense qu'imagée, la prose de Zyranna Zateli se compare à celle de García Márquez pour ce qui est du souffle et de l'envergure du récit, mais rappelle aussi celle de Dostoievski et de Kafka dans son obsession des détails et sa restitution de la complexité souvent paradoxale des émotions. Premier volet d'une trilogie, ce roman époustouflant nous permet de découvrir l'une des auteures grecques les plus brillantes de sa génération. |

La Mort en habits de fête, Zyranna Zateli, Seuil, 601 p.

Le pouvoir invariable

« Une femme au pouvoir, serait-ce différent, serait-ce mieux ? », demande Christine Ockrent en ouverture de cet essai à la fois très documenté et accessible. Fidèle à la rigueur qui a fait sa réputation, la journaliste française ne ménage pas les nuances en brossant le portrait des principales femmes politiques des 20^e et 21^e siècles : Golda Meir, Margaret Thatcher, Indira Gandhi, mais aussi Angela Merkel, Helen Clark, Gloria Macapagal-Arroyo et bien d'autres. Si les femmes travaillent plus, ont moins droit à l'erreur et se heurtent au machisme ambiant, Ockrent en arrive pourtant à la conclusion qu'elles sont « des hommes politiques comme les autres ». Un superbe essai qui instruit autant qu'il suscite la réflexion. |

Madame la... Ces femmes qui nous gouvernent, Christine Ockrent, Plon, 220 p.



à signaler

Enfances dévastées. L'Enfer de la prostitution, t. 1

Analyste infatigable de l'industrie du sexe et de ses conséquences psychologiques et sociales, Richard Poulin ouvre avec cet essai une trilogie sur la prostitution juvénile. Chiffres à l'appui, le sociologue de l'Université d'Ottawa dresse un portrait inquiétant de la situation, notamment au Canada. (Editions L'Interligne, 254 p.)

La Célestine

Ce premier roman de la journaliste Jan J. Dominique nous plonge dans l'Haïti d'aujourd'hui pour reconstituer de façon ludique l'histoire mouvementée du pays. Sensibles, brillants et forts, ses personnages s'éloignent agréablement des héros tourmentés qui peuplent la littérature contemporaine. (Editions du remue-ménage, 319 p.)

Le Mouvement mondial des femmes

Dans cet ouvrage très dense, Peggy Antrobus retrace l'évolution du mouvement mondial des femmes, détruisant au passage l'idée répandue selon laquelle les Nord-Occidentales seraient les pionnières. Originale de Jamaïque, l'auteure a milité pour la cause des femmes au sein de plusieurs institutions aussi prestigieuses que l'ONU. (Editions Ecosociété, 303 p.)





Lesbiennes sans frontières

Leur nom fait parfois friser les oreilles des programmeurs de spectacles, mais les quatre filles de Lesbians on Ecstasy s'en moquent. Ce qu'elles veulent, c'est faire danser les foules des quatre coins de la planète sur des rythmes électroniques festifs. Lancé au printemps, leur deuxième album, *We Know You Know*, accommode le répertoire folk lesbien des années 1970 à la sauce postféministe.

Pourquoi ce nom de groupe ?

On ne se rappelle plus vraiment comment on l'a trouvé, mais le fait qu'il dérange encore nous pousse à l'utiliser. En réalité, dans notre communauté, l'appellation est dépassée. Les jeunes femmes se définissent plus comme des *queers*. Peut-être que ce nom nous permet de nous rappeler les bons coups du mouvement lesbien. Avant, les femmes assumaient la technique, l'administration, la musique pour des étiquettes comme Olivia Records. Aujourd'hui, ces petites étiquettes n'existent plus. Et les femmes n'occupent toujours pas de postes de décision dans l'industrie de la musique.

Quel accueil recevez-vous ?

Parfois, les gérants des salles de spectacle nous prennent pour des idiotes; ils pensent qu'on ne sait pas brancher notre matériel. Récemment, un technicien de son nous a fait rater un concert à Londres car il n'avait pas écouté nos indications.

Comment avez-vous choisi les chansons de votre dernier album ?

Il fallait que ça nous fasse réagir. Avec le recul, certaines paroles utopiques des lesbiennes des années 1970 nous fâchaient car on prenait conscience que 30 ans plus tard, les gens avaient oublié leur solidarité. En voyageant, on se rend compte que le monde penche de plus en plus vers la droite. Ça nous amène parfois à être militantes, tout en restant ironiques et ludiques. C'est notre façon à nous de pousser les limites. ::

www.lezziesonx.com

Mon meilleur ennemi

Adolescente, Isabelle Hubert détestait son voisin, devenu plus tard un soldat engagé dans la guerre en Bosnie. Le temps a passé et la dramaturge a compris que cette lutte avec ce rival l'avait amenée à constamment se dépasser. C'est en partie son histoire qu'elle raconte dans la pièce *à tu et à toi*, qui réunit une gang de trentenaires, anciens camarades de l'école secondaire pas tous en bons termes. « Ce sont les filles qui font avancer l'action, explique l'auteure, qui met un point d'honneur à écrire davantage de rôles féminins que masculins. Cependant, il

faut que le personnage de David – un casque bleu à la retraite – arrive pour que les tensions s'expriment. » Pas question pourtant d'une œuvre sombre et angoissante : Isabelle Hubert mise sur l'humour caustique pour parler de l'amitié et de son contraire. ::

Du 16 octobre au 3 novembre au Théâtre Périscope, à Québec.
Tél. : 418 529-2183. www.theatreperiscope.qc.ca

Miroir déformant



Deux artistes invitées au 10^e Mois de la photo de Montréal brouillent à dessein les conventions du récit. Avec *The Floating House*, Paulette Phillips évoque le choc du déplacement des populations par le biais du naufrage d'une maquette de maison néo-écossaise. Quant à Eija-Liisa Ahtila, elle produit des œuvres hybrides où temps, espace et réalité se mélangent, comme en témoignent ses trois films *Love Is a Treasure*, *Me/We Okay Gray* et *Consolation Service*. ::

Jusqu'au 21 octobre en divers lieux de Montréal.
Tél. : 514 390-0383. www.moisdelaphoto.com

Le cancer sans fard

Des femmes à la tête rasée avec leurs enfants, d'autres entourées de leurs amis, certaines sous morphine. Chacun des portraits lève le voile sur la dureté du combat que ces cancéreuses et leurs proches mènent au quotidien. C'est Marie-Danielle Larocque, dont la mère souffre de cette maladie, et son amie Zoé Hockhoussen qui ont eu l'idée de monter une exposition pour recueillir des fonds au profit de la Fondation du cancer du sein. Elles ont convaincu des femmes de Montréal, de Gatineau et de Sherbrooke de témoigner de leur réalité, car comme le dit Marie-Danielle, « c'est en faisant de petits gestes qu'ils deviendront des grands ». ::

Le battement d'Elles, du 11 octobre au 20 novembre au Tapageur, à Sherbrooke. Info à bleue.comme.une. orange@hotmail.com



La réalité vraie

Deux documentaires à saveur sociale des Productions Virage arriveront bientôt au petit écran.

Dans *Mille et une histoires*, la réalisatrice Karina Goma explore les liens qui se créent dans un CLSC de Parc-Extension, à Montréal, entre les nombreux immigrants du quartier. Deux professionnelles de la santé y suivent la grossesse de Samira, une Marocaine fraîchement débarquée qui apprend à surmonter son angoisse de vivre la venue au monde de son enfant sans sa famille.

Avec *Des billes, des ballons et des petits garçons*, Marquise Lepage nous amène au Sri Lanka, en Bolivie, en Birmanie et au Mali, où des gamins subissent la guerre, le narcotrafic et l'esclavage. Il s'agit du pendant masculin de *Des marelles et des petites filles, ce voyage-choc au cœur de l'enfance volée au féminin dans les pays pauvres*, réalisé il y a huit ans. ::

www.virage.ca



Danser sa rage

Furieuse. Voilà comment la chorégraphe et danseuse Estelle Clareton se sentait après avoir visité deux camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale. Un séjour sur les traces de la Grèce antique lui a donné l'idée de convertir sa rage en création. Inspirée par les Furies, les déesses de la vengeance, elle a imaginé 24 essais chorégraphiques qui se déroulent suivant l'alphabet grec. La créatrice intègre aux mouvements de deux interprètes sur scène une vidéo réalisée avec 16 danseuses. Le tout s'insère dans un spectacle, *Trois territoires quotidiens*, où deux autres chorégraphes, Harold Rhéaume et Catherine La Frenière, se partagent la scène. ::

Esquisses de FURIES, gamma 3/24, du 23 au 27 octobre à 20 h à l'Agora de la danse, à Montréal.
Tél. : 514 525-1500. www.agoradanse.com

Détail d'un portrait tiré de *Les navires des épouses de guerre*, de Bev Tosh.

Les héroïnes de l'ombre

Pour rejoindre leur amoureux, elles ont tout abandonné puis tout repris à zéro au Canada. Elles, ce sont les 44 000 épouses de guerre qui ont marié un militaire canadien alors que les bombes pleuvaient sur l'Europe durant la Seconde Guerre mondiale. La peintre de Calgary Bev Tosh leur rend hommage dans son exposition présentée au Musée canadien de la guerre. L'histoire de ces héroïnes du quotidien se dévoile au fil de 75 portraits de mariées, mais aussi d'épingles à chapeau, de souliers, de parachutes, d'autorisations de mariage et de témoignages audio.

« Je pense souvent à leur traversée, seules sur le navire, car leur époux n'avait pas le droit de les accompagner, explique l'artiste. À 9 ans, j'ai connu une expérience semblable : j'ai quitté par bateau la Nouvelle-Zélande pour ne jamais y revenir. »

La mère de Bev Tosh faisait partie des 4 000 Canadiennes qui ont épousé un soldat des forces alliées. C'est elle que l'artiste a peinte la première, en jeune mariée, sur un panneau de bois. Les autres portraits se sont succédé au rythme des dizaines de rencontres avec ces femmes de militaires. En riant et en pleurant, elles ont ouvert leur cœur. « Une épouse de guerre d'origine écossaise m'a raconté avoir voulu rebrousser chemin à la vue des pauvres cabanes de Terre-Neuve et de son mari en habits civils sur le quai, raconte Bev Tosh. Le frère de son époux est alors monté à bord pour l'emmener de force avec eux, et depuis, elle est restée. »

Bien déterminées à profiter de leur nouvelle vie, les épouses de guerre se sont adaptées. Peu de mariages se sont conclus par des divorces. Tout de même, une installation composée de bouteilles remplies d'eau salée symbolise les torrents de larmes que certaines ont versées sur leur existence disparue. ::

Épouses de guerre. Portraits d'une époque, jusqu'au 6 janvier 2008 au Musée canadien de la guerre, à Ottawa.
Tél. : 1 800 555-5621.
www.museedelaguerre.ca

Q



On n'est jamais trop curieux.

www.ledevoir.com